



Rapport aux actionnaires

Deuxième trimestre de 2019

Table des matières

RAPPORT DE GESTION

1.0 Préface	2
2.0 Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs	2
3.0 Profil des activités	4
4.0 Stratégie et objectifs	8
5.0 Résultats opérationnels	10
6.0 Situation financière	17
7.0 Flux de trésorerie	19
8.0 Situation de trésorerie et sources de financement	21
9.0 Poursuites	25
10.0 Perspectives	25
11.0 Gestion des risques financiers	26
12.0 Principales estimations comptables et jugements	26
13.0 Méthodes comptables et nouvelles normes comptables n'ayant pas encore été appliquées	27
14.0 Contrôle interne à l'égard de la divulgation de l'information financière	27
15.0 Risques et incertitudes	28
16.0 Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR	28
États financiers consolidés intermédiaires résumés	32
Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés	36

1.0 PRÉFACE

Dans le présent rapport de gestion, « Gildan », la « Société » ou les mots « elle », « sa », « son », « nous », « nos » et « notre » renvoient, selon le contexte, soit à Les Vêtements de Sport Gildan Inc., soit à Les Vêtements de Sport Gildan Inc. conjointement avec ses filiales.

Le présent rapport de gestion donne de l'information sur les activités, la performance financière et la situation financière de Gildan au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date. Tous les montants qui figurent dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars US, à moins d'indication contraire. Pour avoir une compréhension complète du contexte commercial de la Société, des tendances, des risques et des incertitudes auxquels elle est exposée, ainsi que de l'incidence des estimations comptables sur ses résultats opérationnels et sur sa situation financière, le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Gildan au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date et les notes afférentes et avec notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 30 décembre 2018 (le « rapport de gestion annuel 2018 »).

Dans le cadre de la préparation du présent rapport de gestion, nous avons pris en compte l'ensemble de l'information à notre disposition jusqu'au 31 juillet 2019, date du présent rapport de gestion. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date ainsi que le présent rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit et des finances de Gildan et ont été approuvés et autorisés aux fins de publication par notre conseil d'administration le 31 juillet 2019.

L'ensemble de l'information financière contenue dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été établie selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), à l'exception de certaines informations présentées à la section « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

De l'information additionnelle sur Gildan, dont sa notice annuelle 2018, est disponible sur le site Web de la Société, au www.gildancorp.com, sur le site de SEDAR, au www.sedar.com, ainsi qu'à la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (où se trouve le rapport annuel sur formulaire 40-F), au www.sec.gov.

2.0 MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés qui figurent dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs au sens de la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois et de la réglementation sur les valeurs mobilières du Canada. Ces énoncés sont assujettis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants. Les énoncés prospectifs comprennent entre autres de l'information sur nos objectifs et sur les stratégies visant à atteindre ces objectifs, de même que de l'information sur nos opinions, nos plans, nos attentes, nos anticipations, nos estimations et nos intentions. En particulier, l'information qui figure aux sections « Profil des activités – Nos activités », « Stratégies et objectifs », « Résultats opérationnels », « Situation de trésorerie et sources de financement – Dette à long terme et dette nette » et « Perspectives » contient des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de termes ayant une connotation conditionnelle ou prospective, tels que « peut », « fera », « s'attend à », « a l'intention de », « estime », « prévoit », « suppose », « anticipe », « planifie », « croit », ou « continue », de même que de la forme négative de ces expressions ou des variantes de celles-ci ou de termes semblables. Le lecteur est invité à consulter les documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ainsi que les risques décrits aux sections « Gestion des risques financiers », « Principales estimations comptables et jugements » et « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion annuel 2018 pour une analyse des divers facteurs pouvant influencer nos résultats futurs. Les facteurs significatifs et les principales hypothèses qui ont été retenus pour tirer une conclusion ou formuler une prévision ou une projection sont également présentés dans ce document.

Les énoncés prospectifs sont, de par leur nature, incertains et les résultats ou les événements qui y sont prévus pourraient différer considérablement des résultats ou des événements réels. Les facteurs significatifs qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement des conclusions, prévisions ou projections reflétées dans ces énoncés prospectifs comprennent notamment :

- notre capacité à mettre à exécution nos stratégies et nos plans de croissance;
- notre capacité à intégrer avec succès les acquisitions et réaliser les synergies et les bénéfices attendus;
- l'intensité de la concurrence et notre capacité à y répondre efficacement;
- des changements de la conjoncture économique et des conditions financières à l'échelle mondiale ou dans un ou plusieurs des marchés que nous desservons;
- notre dépendance à l'égard d'un petit nombre de clients d'envergure;
- le fait que nos clients ne soient pas dans l'obligation de passer un minimum de commandes;
- notre capacité à prévoir, identifier et réagir à l'évolution des préférences des consommateurs et des tendances de consommation;
- notre capacité à gérer efficacement le niveau de notre production et de nos stocks en fonction des fluctuations de la demande des consommateurs;
- les fluctuations et la volatilité des cours des matières premières entrant dans la fabrication de nos produits, comme le coton et les fibres de polyester, les colorants et autres produits chimiques;
- notre dépendance à l'égard de fournisseurs clés et notre capacité à maintenir un approvisionnement ininterrompu en matières premières et en produits finis;
- l'impact des risques liés aux conditions météorologiques et au climat politique et socioéconomique propres aux pays où nous exerçons nos activités ou auprès desquels nous nous approvisionnons;
- la perturbation des activités de fabrication et de distribution causée par des facteurs tels que des enjeux opérationnels, des perturbations au niveau des fonctions logistiques de transport, des conflits de travail, l'instabilité politique ou sociale, le mauvais temps, les catastrophes naturelles, les pandémies et d'autres événements défavorables imprévus;
- la conformité à la réglementation en matière de commerce international, de concurrence, de fiscalité, d'environnement, de santé et de sécurité au travail, de responsabilité de produits, d'emploi, de brevets et de marques de commerce, de gouvernance et de valeurs mobilières, de licences et de permis, de confidentialité des données, de faillite, de lutte anticorruption, ou à toutes autres lois ou réglementation en vigueur dans les territoires où nous exerçons nos activités;
- l'imposition de mesures correctives commerciales ou la modification des droits et des tarifs, des lois et accords sur le commerce international, des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux et des programmes de préférences commerciales sur lesquels compte actuellement la Société pour exercer ses activités de fabrication ou pour l'application des mesures de protection qui en découlent;
- les facteurs ou circonstances qui pourraient faire grimper notre taux d'impôt effectif, dont le résultat de vérifications fiscales ou la modification de lois ou de traités fiscaux applicables;
- l'évolution ou le risque de violation des lois et règlements sur la sécurité des produits de consommation;
- les changements relatifs à nos relations de travail avec nos employés ou aux lois et réglementations sur l'emploi au Canada comme à l'étranger;
- une mauvaise presse à la suite de violations réelles, présumées ou perçues, par la Société ou l'un de ses sous-traitants, des lois du travail et environnementales ou des normes du travail internationales, ou pour des pratiques de travail ou toutes autres pratiques commerciales contraires à l'éthique;
- les changements liés aux arrangements en matière d'octroi de licences à des tiers et de marques sous licence;
- notre capacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle;
- les problèmes opérationnels liés à nos systèmes d'information découlant de pannes de systèmes, de virus, d'une atteinte à la sécurité et à la cybersécurité, de désastres, et de perturbations découlant de la mise à jour ou de l'intégration de systèmes;
- une atteinte réelle ou perçue à la sécurité des données;
- notre dépendance à l'égard de dirigeants clés et notre capacité à attirer et/ou à retenir le personnel clé;
- les modifications des méthodes et des estimations comptables;
- l'exposition aux risques découlant des instruments financiers, dont le risque de crédit lié aux créances clients et autres instruments financiers, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt, de même que les risques liés aux prix des marchandises.

Ces facteurs pourraient faire en sorte que la performance et les résultats financiers réels de la Société au cours des périodes futures diffèrent de façon significative des estimations ou des projections à l'égard de la performance ou des résultats futurs exprimés, expressément ou implicitement, dans ces énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence que les opérations ou les éléments non récurrents ou inhabituels annoncés ou qui se produiront après la formulation des énoncés pourraient avoir sur les activités de la Société. Par exemple, ils ne tiennent pas compte de l'incidence des cessions et des acquisitions d'entreprises ou d'autres transactions

commerciales, des dépréciations d'actifs, des pertes de valeur d'actifs ou d'autres charges annoncées ou qui sont constatées après la formulation des énoncés prospectifs. L'incidence financière de ces opérations et d'éléments non récurrents ou inhabituels peut se révéler complexe et dépend nécessairement des faits propres à chacun d'eux.

Rien ne peut garantir que les attentes exprimées dans nos énoncés prospectifs se concrétiseront. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction relativement à la performance financière future de la Société et ils risquent de ne pas convenir à d'autres fins. De plus, à moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion ont été établis en date de ce dernier et nous ne nous engageons nullement à les actualiser publiquement ni à les réviser à la lumière de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si les lois ou les réglementations applicables l'exigent. Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport sont présentés sous réserve expresse de cette mise en garde.

3.0 PROFIL DES ACTIVITÉS

3.1 Aperçu

Gildan est l'un des principaux fabricants de vêtements de base de tous les jours, y compris des vêtements de sport, des sous-vêtements, des chaussettes, des articles chaussants et des bas collants vendus en Amérique du Nord, en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique latine à des grossistes, à des sérigraphes ou à des décorateurs, ainsi qu'aux détaillants en Amérique du Nord qui vendent directement aux consommateurs par l'entremise de leurs magasins physiques et/ou leurs plateformes de commerce électronique et aux entreprises de marques mondiales axées sur le style de vie. De plus, nous vendons directement aux consommateurs par l'intermédiaire de nos plateformes de commerce électronique. Depuis sa création, la Société a réalisé d'importantes dépenses d'investissement pour développer sa propre chaîne d'approvisionnement verticalement intégrée, à grande échelle et à faible coût qui englobe la production de fil, la fabrication de textiles et de chaussettes et les activités de couture. Les installations de production de la Société sont situées en Amérique centrale, dans le bassin des Caraïbes, en Amérique du Nord et au Bangladesh.

Nous estimons que l'ensemble de compétences que nous avons acquises en matière de conception, de construction et de gestion d'installations de fabrication qui nous appartiennent, de même que les importantes dépenses d'investissement que nous avons réalisées au fil des ans dans ce domaine, lesquelles ont dépassé les niveaux d'investissement moyens dans le secteur, sont d'importants facteurs qui nous distinguent de nos concurrents. Plus de 90 % de nos ventes proviennent de produits que nous fabriquons nous-mêmes. Le fait de posséder et d'exploiter la vaste majorité de nos installations de fabrication nous permet de contrôler plus rigoureusement nos processus de production et de nous assurer du respect de normes élevées en matière de protection de l'environnement et de responsabilité sociale dans l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement. De plus, le fait d'exploiter nos propres installations nous permet de mieux contrôler l'efficacité opérationnelle, les coûts et la qualité des produits, ainsi que d'assurer une chaîne d'approvisionnement fiable dont les délais de production et les cycles de livraison sont de courte durée.

3.2 Nos activités

3.2.1 Marques, produits et clientèle

Les produits que fabrique et vend la Société sont commercialisés sous des marques qui lui appartiennent, dont les marques Gildan®, American Apparel®, Comfort Colors®, Gildan® Hammer^{MC}, Prim + Preux®, Gold Toe®, Anvil®, Alstyle®, Secret®, Silks®, Kushyfoot®, Secret Silky®, Therapy Plus^{MC}, Peds® et MediPeds®. Grâce à une licence pour les chaussettes offrant des droits de distribution exclusifs aux États-Unis et au Canada, la Société vend aussi des chaussettes sous la marque Under Armour®. De plus, nous fabriquons des produits pour approvisionner une sélection d'importantes marques mondiales grand public axées sur le sport et le style de vie, ainsi que certains clients de la vente au détail qui commercialisent ces produits sous leurs propres marques.

Nos principales catégories de produits comprennent les vêtements de sport, les articles chaussants et les sous-vêtements. Nous assurons la fabrication de la vaste majorité de ces produits. Certaines de nos marques couvrent aussi d'autres catégories comme la lingerie, les bas collants diaphanes, les vêtements aminçissants, les vêtements en denim et les produits périphériques ou accessoires comme les casquettes, les sacs fourre-tout, les serviettes et d'autres accessoires, que nous nous procurons principalement auprès de fournisseurs tiers.

Nous vendons principalement nos vêtements de sport sans motif, sans imprimé ni embellissement. Les vêtements de sport sont vendus principalement à des distributeurs de vente en gros dans le réseau de vêtements à imprimer, lesquels vendent ensuite les vêtements sans motif à des imprimeurs sérigraphes ou à des entreprises d'embellissement de vêtements qui les décorent de motifs et de logos, et qui, pour leur part, revendent les vêtements de sport imprimés

auprès d'un éventail diversifié de consommateurs. Ceux-ci incluent des établissements d'enseignement, des vendeurs d'articles de sport, des marchandiseurs pour des événements spéciaux, des distributeurs d'articles promotionnels, des organismes de bienfaisance, des promoteurs des secteurs du divertissement, du voyage et du tourisme, de même que des détaillants. Les vêtements de sport peuvent servir à différentes utilisations, que ce soit en tant qu'uniformes professionnels, scolaires ou sportifs, ou simplement pour conférer une identité individuelle ou communiquer l'appartenance à des groupes ou à des équipes. Nous vendons aussi des vêtements de sport à divers détaillants, en plus des sous-vêtements et des chaussettes pour hommes, femmes et enfants, de même que d'autres articles chaussants comme des bas collants et des leggings. Parmi ces détaillants figurent les marchands du marché de masse, les grands magasins, les chaînes nationales, les magasins de sport spécialisés, les magasins d'artisanat, les détaillants en alimentation et pharmacies, les magasins à un dollar et les clubs-entrepôts, lesquels vendent tous aux consommateurs dans leurs magasins ayant pignon sur rue. Les consommateurs achètent aussi nos produits en ligne par l'entremise des plateformes de commerce électronique, y compris les détaillants en ligne, des plateformes de commerce électronique de notre clientèle de détaillants ayant pignon sur rue et de nos propres sites Web. En plus de vendre nos produits à des détaillants, nous assurons la fabrication de produits que nous vendons à une sélection d'importantes entreprises de marques mondiales grand public axées sur le sport et le style de vie qui distribuent les produits dans le réseau de la vente au détail.

Le tableau qui suit résume notre offre de produits et de marques :

Principales catégories de produits	Détails de la gamme de produits	Marques
Vêtements de sport	t-shirts, hauts et bas molletonnés et chandails sport	Gildan®, Gildan Performance®, Gildan Platinum® ¹⁾ , Gildan® Hammer™, Comfort Colors® ²⁾ , American Apparel®, Anvil®, Alstyle® ²⁾ , Prim + Preux®, Gold Toe®
Articles chaussants	chaussettes sport, habillées, tout-aller et chaussettes de travail, chaussettes invisibles, chaussettes thérapeutiques ⁴⁾ , bas collants diaphanes ⁵⁾ , collants ⁵⁾ et leggings ⁵⁾	Gildan®, Gildan Platinum® ¹⁾ , Under Armour® ³⁾ , Gold Toe®, PowerSox®, GT a Gold Toe Brand®, Silver Toe®, Signature Gold by Goldtoe®, Peds®, MediPeds®, Kushyfoot® ¹⁾ , Therapy Plus® ¹⁾ , All Pro®, Secret® ¹⁾ , Silks® ¹⁾ , Secret Silky®, American Apparel®
Sous-vêtements	sous-vêtements pour hommes et pour garçons (hauts et bas) et petites culottes pour femmes	Gildan®, Gildan Platinum® ¹⁾ , American Apparel®
Lingerie	vêtements aminçissants pour femmes et accessoires de lingerie	Secret® ¹⁾ , American Apparel®, Secret Silky®
Autres	Afin de compléter notre offre de produits pour certaines marques, nous offrons aussi d'autres produits, incluant, notamment, des vêtements en denim, des vestes, des chandails, des maillots, des jupes, des robes et des accessoires, que nous nous procurons principalement auprès de fournisseurs tiers.	

1) Gildan Platinum® et Kushyfoot® sont des marques de commerce déposées aux États-Unis. Secret®, Silks® et Therapy Plus® sont des marques de commerce déposées au Canada.

2) Comfort Colors® et Alstyle® sont des marques de commerce déposées aux États-Unis.

3) En vertu d'un contrat de licence pour les chaussettes seulement – droits de distribution exclusifs aux États-Unis et au Canada.

4) Applicable seulement à Therapy Plus® et à MediPeds®.

5) Applicable seulement à Secret®, à Silks®, à Secret Silky® et à Peds®.

3.2.2 Fabrication

La vaste majorité de nos produits sont fabriqués dans des installations qui nous appartiennent et que nous gérons. Dans une moindre mesure, nous avons également recours à des sous-traitants pour combler le reste de nos besoins. Nos activités de fabrication verticalement intégrées comprennent des installations à forte intensité de capital pour la filature, la fabrication de textiles et la confection de chaussettes, ainsi que des installations de couture nécessitant une main-d'œuvre importante. Nos installations de fabrication sont situées dans cinq centres de fabrication principaux, notamment aux États-Unis, en Amérique centrale, dans le bassin des Caraïbes, au Mexique et au Bangladesh. Toutes nos installations de filature sont situées aux États-Unis, tandis que les installations de fabrication de textiles, les installations de couture et les installations de fabrication de chaussettes se trouvent dans les autres centres de fabrication mentionnés précédemment, dont le plus important est situé en Amérique centrale, au Honduras.

Afin de soutenir la croissance additionnelle des ventes, nous continuons d'accroître notre capacité de fabrication, notamment au moyen d'investissements dans la technologie afin d'accroître nos capacités de production de vêtements mode de base et de performance.

Développements récents touchant la fabrication

Au cours de la deuxième moitié de 2018 et au début de 2019, nous avons entrepris le regroupement d'une partie de nos activités de fabrication de textiles, de confection de chaussettes, de couture et de production de fils. Au cours du premier trimestre de 2019, dans le cadre de nos efforts d'optimisation de la capacité de confection de chaussettes et de bas collants, nous avons annoncé nos plans de regroupement des activités de fabrication de bas collants diaphanes au Canada au sein de notre chaîne d'approvisionnement mondiale. La fermeture de l'installation devrait avoir lieu d'ici la fin du troisième trimestre du présent exercice. Pour ce qui est de la fabrication de textiles, notre plus récente installation, Rio Nance 6, est entrée en service vers la fin du deuxième trimestre de 2018. Nous continuerons d'accélérer la cadence de production de Rio Nance 6 en 2019 avec du matériel conçu pour assurer une production plus efficace de vêtements mode de base. Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre de 2019, nous avons conclu l'acquisition d'un terrain à proximité de notre installation existante au Bangladesh. Ce terrain est destiné à servir dans le cadre de la construction et du développement d'un important complexe de fabrication comptant plusieurs installations. La Société prévoit actuellement que celui-ci comprendra deux grandes installations de fabrication de textiles et les activités de couture connexes afin de desservir les marchés internationaux et de soutenir les autres principaux moteurs de croissance de ventes.

Le tableau suivant résume nos principales activités de fabrication par région.

	Canada	États-Unis	Amérique centrale	Bassin des Caraïbes	Mexique	Asie
Installations de filature¹⁾ : transformation du coton, du polyester et d'autres fibres en fil		■ Clarkton, Caroline du Nord ■ Cedartown, Géorgie ■ Columbus, Géorgie ■ Salisbury, Caroline du Nord (2 installations) ■ Mocksville, Caroline du Nord				
Installations de fabrication de textiles : tissage du fil pour fabriquer du tissu, teinture et découpage du tissu			■ Honduras (4 installations)	■ République dominicaine	■ Agua Prieta	■ Bangladesh
Installations de couture²⁾ : assemblage et couture du tissu coupé			■ Honduras (3 installations) ■ Nicaragua (3 installations)	■ République dominicaine (3 installations)	■ Ensenada ■ Hermosillo	■ Bangladesh
Installation de teinture de vêtements³⁾ : processus de teinture pigmentaire ou de teinture réactive			■ Honduras (1 installation)			
Installations de confection d'articles chaussants : transformation de fil en chaussettes finies ou en bas collants diaphanes	■ Montréal, Québec⁴⁾		■ Honduras (1 installation)			

1) Bien que nous produisions à l'interne la majorité du fil dont nous avons besoin, nous avons également recours à des tiers fournisseurs de fil, principalement aux États-Unis, pour combler le reste de nos besoins de fil.

2) Bien que nous gérons la majorité de nos installations de couture, nous avons également recours aux services de couture de sous-traitants, principalement en Haïti, au Nicaragua et dans d'autres régions de l'Amérique centrale, ainsi qu'au Mexique pour combler le reste de nos besoins de couture.

3) La teinture des vêtements est une caractéristique exclusive des vêtements Comfort Colors®, et elle nécessite un processus de teinture différent de celui que nous utilisons habituellement pour teindre la majorité de nos vêtements. Nos installations de teinture sont situées dans notre installation Rio Nance 3 au Honduras.

4) La fermeture de l'installation de fabrication de bas collants diaphanes de Montréal devrait avoir lieu en août 2019. Voir « Développements récents touchant la fabrication » à la section 3.2.2.

3.2.3 Engagement authentique^{MC}

Au cœur de notre vision à long terme « Repenser le vêtement », notre engagement à exercer nos activités de façon responsable et à intégrer la durabilité dans nos pratiques commerciales fait partie intégrante de notre stratégie d'affaires et a joué un rôle important dans notre succès. Au cours des vingt dernières années, nous avons élaboré notre programme de RSE Engagement authentique^{MC} en intégrant des lignes directrices d'avant-garde dans l'industrie pour régir nos activités commerciales et d'exploitation ainsi que pour encadrer les pratiques responsables en matière de main-d'œuvre, les programmes de durabilité et les initiatives sociales. Notre programme s'articule autour de trois priorités fondamentales, à savoir « Prendre soin des employés », « Préservation de l'environnement » et « Création de communautés fortes ».

Nous sommes déterminés à habilitier nos employés grâce à des programmes de formation et de perfectionnement et à leur offrir des conditions de travail d'avant-garde dans l'industrie et des programmes de rémunération progressive à chacun de nos emplacements partout dans le monde. Nos efforts de préservation de l'environnement englobent les investissements dans des solutions innovatrices et leur mise en œuvre afin de réduire l'impact environnemental de nos activités à l'échelle de notre chaîne d'approvisionnement, notamment la gestion responsable de l'usage des eaux, des eaux usées, de l'énergie, des émissions de carbone et des déchets solides. Nous nous efforçons aussi de créer des communautés plus fortes dans toutes les régions où nous exerçons des activités en apportant un soutien centré sur les initiatives qui portent sur l'éducation, la vie active, l'esprit d'entreprise et la gérance environnementale.

Glidan reconnaît que la transparence est un moteur important de nos efforts continus, qui nous permet de nous engager de plus près avec un vaste éventail de parties prenantes, et elle est fière d'avoir publié son quatorzième Rapport sur la durabilité consécutif en 2018. Établi en suivant les lignes directrices strictes et exhaustives de la GRI, ce rapport décrit nos progrès réalisés, les défis que nous aurons à relever, de même que nos objectifs futurs et nos initiatives. Nous sommes fiers de nos accomplissements en matière de responsabilité sociale et des distinctions que nous avons obtenues, notamment notre inclusion dans l'indice mondial de durabilité (Dow Jones Sustainability Index) pour une sixième année consécutive et notre dixième sceau de RSE FundaHRSE. Nous restons déterminés à poursuivre nos efforts dans les domaines qui sont énoncés dans notre programme Engagement authentique^{MC}. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à www.genuineresponsibility.com/fr/.

3.2.4 Représentation, commercialisation et distribution

Notre bureau de représentation et de commercialisation international est situé à Christ Church, à la Barbade, à partir duquel nous avons établi diverses fonctions liées à la clientèle, notamment la gestion des ventes, la commercialisation, le service à la clientèle, la gestion du crédit, la prévision des ventes et la planification de la production, ainsi que la gestion des stocks et la logistique. Nous avons aussi des bureaux de représentation aux États-Unis. Nous avons établi des activités de distribution étendues partout dans le monde essentiellement en ayant recours à des centres de distribution gérés et opérés à l'interne. Nous assurons la distribution de nos produits principalement à partir des grands centres de distribution que nous opérons et d'autres plus petites installations aux États-Unis et au Canada, ainsi que des installations de distribution que possède la Société au Honduras et au Mexique. Pour compléter certains de nos besoins de distribution, nous utilisons aussi des entrepôts de tierces parties situés en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

3.2.5 Effectif et siège social

La Société compte actuellement un effectif de près de 54 000 employés à l'échelle mondiale. Son siège social est situé à Montréal, au Canada.

3.3 Environnement concurrentiel

Le marché des vêtements de base où nous offrons nos produits est hautement concurrentiel et en constante évolution. L'évolution de la dynamique du marché, comme la croissance du magasinage en ligne, la tendance à la baisse de l'achalandage dans les magasins ainsi que les fermetures et les regroupements de magasins de détaillants rendent la concurrence plus vive; or, en même temps, cela présente des occasions pour différents intervenants du marché. La concurrence s'exerce généralement sur le plan des prix, de la qualité et de l'uniformité, de l'ajustement, du style, des marques et du service. Pour livrer concurrence à ces égards, nous mettons à profit nos avantages concurrentiels, notamment nos installations de fabrication stratégiquement situées et notre chaîne d'approvisionnement, notre grande envergure, notre structure de coûts, nos capacités de distribution à l'échelle mondiale et le positionnement de nos marques sur les marchés que nous desservons. Nous estimons que l'ensemble de compétences que nous avons acquises en possédant et en exploitant des installations de fabrication, de même que les importantes dépenses d'investissement que nous avons faites au fil du temps qui ont été supérieures aux moyennes historiques dans le secteur, représentent des avantages concurrentiels clés.

Nous faisons face à la concurrence de fabricants ou de fournisseurs de vêtements de base pour la famille établis aux États-Unis et à l'étranger, de grande envergure et de plus petite taille. Parmi les plus grands fabricants qui sont en concurrence avec nous en Amérique du Nord, on compte Fruit of the Loom, Inc., filiale de Berkshire Hathaway Inc., qui nous livre concurrence au moyen de ses propres marques et de celles de sa filiale, Russell Corporation, ainsi que Hanesbrands Inc. Ces deux sociétés exercent des activités de fabrication à partir de certaines des mêmes régions géographiques que Gildan et livrent concurrence à la Société principalement dans les mêmes catégories de vêtements de base et par l'intermédiaire de réseaux de distribution communs en Amérique du Nord et sur les marchés internationaux. En ce qui concerne les chaussettes et les sous-vêtements, nos concurrents comprennent aussi Garan Incorporated, Renfro Corporation, Jockey International, Inc., Kayser Roth Corporation et Spanx, Inc. De plus, nous sommes en concurrence avec des sociétés américaines de plus petite taille qui vendent à des distributeurs de vente en gros de vêtements de sport à imprimer ou qui exercent leurs activités à ce titre, comme Next Level Apparel, Bella + Canvas, Delta Apparel Inc. et Color Image Apparel, Inc., ainsi que des manufacturiers situés en Amérique centrale et au Mexique. La concurrence vient aussi notamment des diverses marques privées contrôlées et vendues par bon nombre de nos clients, dont des grossistes dans les réseaux des vêtements à imprimer et des détaillants. Au cours des dernières années, nous avons observé un accroissement de l'offre de marques privées, en particulier dans le réseau de la vente au détail sur le marché de masse, qui remplacent l'offre de produits de marques. Cette tendance, bien qu'elle intensifie la concurrence avec nos marques, crée aussi une occasion pour la Société de devenir un fournisseur stratégique de ces clients vu ses capacités de fabrication à grande échelle.

4.0 STRATÉGIE ET OBJECTIFS

Notre stratégie de croissance comprend les moteurs stratégiques suivants :

4.1 Accroître la part de marché dans les vêtements mode de base

Dans le réseau de vêtements à imprimer, les vêtements de sport sont répartis dans trois catégories principales : les vêtements de base, les produits mode de base et les vêtements de sport de performance. Dans le passé, la Société s'est concentrée sur la catégorie des vêtements de base et elle a accru considérablement sa pénétration du marché au fil des ans, la marque Gildan® devenant la marque dominante dans cette catégorie en Amérique du Nord. Au cours des dernières années, nous avons constaté une accélération de la croissance du secteur dans les catégories des produits mode de base et des vêtements de sport de performance qui s'explique en partie par le fait que les utilisateurs finaux préfèrent maintenant les tissus plus légers et plus doux (produits mode de base) ou les vêtements qui présentent des caractéristiques d'évacuation de l'humidité et des propriétés antimicrobiennes pour un confort et une performance de longue durée (vêtements de sport de performance). Les produits mode de base sont confectionnés avec des fils de coton à anneaux de plus haute qualité et/ou des fils faits de fibres mélangées et ils peuvent être plus cintrés, présenter des coutures sur les côtés et être extensibles, entre autres caractéristiques. Au cours des dernières années, nous avons cherché à réaliser des gains de parts de marché dans ces catégories et nous avons développé et acquis des marques qui, à notre avis, sont bien positionnées pour générer une croissance dans ces catégories. Notre offre de prix de départ est commercialisée sous les marques Gildan® et Gildan® Hammer™. Nos offres de prix plus élevés comprennent la marque Anvil®, la marque American Apparel® qui est positionnée comme une marque haut de gamme dans la catégorie des vêtements mode de base et sous la marque Comfort Colors®, une autre marque haut de gamme qui offre des vêtements de sport teints en plongée. Plus récemment, nous avons lancé une nouvelle gamme de chandails sport à la mode sous la marque Prim + Preux®. Dans la catégorie des vêtements de performance, nous commercialisons nos produits sous la marque Gildan Performance®. Nous avons également investi dans l'aménagement de nos propres installations de filature, ce qui assure notre approvisionnement économique en fil à anneaux. De plus, notre plus récente installation de fabrication de textiles, Rio Nance 6, dont la production a débuté en 2018, est en phase de démarrage avec du nouveau matériel conçu pour assurer une production plus efficace de vêtements mode de base. Compte tenu de l'excellent positionnement de nos marques dans ces catégories, soutenu par des activités de fabrication économiques, incluant des capacités de filature, nous sommes d'avis que la Société est en bonne position pour favoriser une position de chef de file sur le marché des vêtements mode à imprimer et des vêtements de sport de performance.

4.2 Générer une croissance à l'international

Nous cherchons à poursuivre notre croissance dans les réseaux des vêtements à imprimer sur les marchés internationaux, principalement en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique latine où nous estimons que les occasions à saisir sont vastes. Nos ventes à l'extérieur des États-Unis et du Canada représentent actuellement un peu plus de 10 % du total de nos ventes nettes consolidées. Nous continuons d'accroître notre capacité de fabrication pour soutenir un accroissement de notre pénétration de ces marchés où notre croissance a par le passé été quelque peu restreinte par la disponibilité de la capacité. Nous avons augmenté la capacité de notre centre de fabrication en Asie du Sud-Est, plus précisément au Bangladesh, qui soutient surtout nos marchés internationaux. Au cours du deuxième trimestre de

2019, nous avons acquis un terrain au Bangladesh qui est destiné à servir dans le cadre de l'initiative d'expansion de la capacité de la Société qui consiste à développer des activités de fabrication de textiles et de couture verticalement intégrées à grande échelle en Asie du Sud-Est, ce qui, selon la Société, se traduira par une amélioration de son positionnement pour desservir les marchés internationaux et soutenir les autres principaux moteurs de croissance des ventes. L'accroissement prévu de la capacité au Bangladesh devrait nous permettre de desservir les marchés européen et asiatique exclusivement à partir du Bangladesh et de libérer la capacité de production en Amérique centrale, laquelle est actuellement consacrée à une partie de nos besoins sur le marché européen, pour soutenir la croissance progressive en Amérique du Nord.

Nous avons l'intention de continuer à poursuivre la croissance des ventes à l'international en mettant à profit la vaste étendue de notre gamme de produits nord-américains pour développer et élargir davantage notre offre de produits à l'international et pour accroître la rentabilité de nos ventes à l'international. Nous avons établi la base de nos ventes actuelles principalement au moyen de la vente de produits commercialisés sous la marque Gildan®. Nous mettons actuellement à profit d'autres marques qui font partie de notre portefeuille, par exemple American Apparel® et Comfort Colors®, entre autres, sur les marchés internationaux où nous livrons concurrence.

4.3 Mettre à profit nos marques par l'intermédiaire des plateformes de commerce électronique

Nous visons à faire croître nos ventes en mettant à profit notre portefeuille de marques à l'échelle de nos infrastructures de commerce électronique, y compris les plateformes d'achat en ligne de nos clients. L'accès aux consommateurs et aux utilisateurs finaux par l'intermédiaire du commerce électronique s'accroît et l'espace de mise en marché des produits en ligne ne fait plus obstacle à la croissance comme c'est le cas dans le réseau traditionnel de la vente au détail dans des magasins ayant pignon sur rue. En conséquence, le commerce électronique crée des occasions pour nos marques.

4.4 Tirer parti des occasions liées aux programmes de marques privées de détaillants qui cadrent avec notre modèle de gestion

Au cours des dernières années, nous avons constaté la renaissance des marques privées de détaillants traditionnels qui cherchent à différencier leurs offres et à augmenter leur rentabilité. Tout en continuant de viser la croissance des ventes de nos propres marques, à la lumière de la tendance croissante parmi les détaillants de se tourner vers leurs propres marques privées, en particulier les marchands du marché de masse, la Société recherche aussi les occasions d'approvisionner les détaillants en produits pour leurs propres programmes de marques privées. Dans le réseau de la vente au détail, le marché de masse représente la part la plus importante des ventes de vêtements de base. Nous croyons que nous sommes bien positionnés pour soutenir les détaillants qui recherchent des fabricants à grande échelle et à faible coût pour répondre aux exigences de leurs programmes de marques privées. La Société a l'intention de rechercher des programmes de marques privées qui cadrent avec ses critères opérationnels et financiers, dont la complexité des produits et du nombre d'unités de produits, la taille du programme, les cibles de rendement financier, la durée ou les modalités de résiliation de l'entente et les besoins d'investissement en fonds de roulement, entre autres facteurs à prendre en compte.

4.5 Croître avec les marques mondiales axées sur le sport et le style de vie

Nous avons aussi établi des relations solides et nous visons à faire croître nos ventes en tant que partenaire de la chaîne d'approvisionnement d'importantes marques mondiales de premier rang axées sur le sport et le style de vie, pour lesquelles nous fabriquons des produits, mais avec lesquelles nos marques ne sont pas en concurrence directe. Nous estimons que nous sommes bien positionnés pour desservir des marques mondiales qui cherchent de plus en plus à s'approvisionner auprès de fabricants qui répondent à des critères rigoureux de qualité et de responsabilité sociale et qui sont stratégiquement situés dans l'hémisphère occidental. La majorité de nos ventes à des marques mondiales grand public axées sur le style de vie proviennent principalement de la vente de vêtements de sport. Au cours des dernières années, nous avons également commencé à vendre des chaussettes à l'un de nos clients de marques mondiales grand public, et nous estimons qu'il y a là une occasion de mettre à profit nos relations avec ces clients afin d'accroître nos ventes de vêtements de sport et de chaussettes.

4.6 Améliorer la croissance des ventes et du bénéfice avec des acquisitions qui complètent notre stratégie

Nous croyons être en mesure d'améliorer la croissance des ventes et du bénéfice en demeurant à l'affût des occasions de réaliser des acquisitions stratégiques complémentaires. Nous entendons utiliser nos flux de trésorerie disponibles et notre capacité de financement par emprunt pour conclure des acquisitions répondant à nos critères. Au cours de la dernière décennie, nous avons conclu des acquisitions qui nous ont permis d'ajouter des marques à notre portefeuille ou d'étoffer notre offre de produits, d'accroître nos capacités de fabrication ou encore d'élargir notre distribution ou d'accroître notre présence sur des marchés géographiques. Les trois considérations principales autour desquelles nous avons élaboré nos critères d'évaluation des occasions d'acquisition sont notamment : 1) la complémentarité stratégique, 2) la facilité d'intégration et 3) des cibles financières, notamment des seuils de rendement des investissements, fondées sur notre coût en capital ajusté en fonction des risques.

5.0 RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

5.1 Mesures financières non conformes aux PCGR

Pour évaluer notre performance opérationnelle, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas conformes aux PCGR (les « mesures non conformes aux PCGR »). Les organismes de réglementation des valeurs mobilières exigent que les sociétés informent les lecteurs que le bénéfice et toutes autres mesures ajustées selon des paramètres autres que les IFRS n'ont aucun sens normalisé et qu'il est donc peu probable qu'ils soient comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne doivent pas être considérées de façon isolée. Dans le présent rapport de gestion, nous utilisons des mesures non conformes aux PCGR, notamment le bénéfice net ajusté, le bénéfice dilué par action ajusté, le bénéfice opérationnel ajusté, la marge opérationnelle ajustée, le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie disponibles, le total de la dette et la dette nette, et le ratio de levier financier de la dette nette pour mesurer notre performance et notre situation financière d'une période à l'autre, ce qui exclut la variation provoquée par divers ajustements pouvant contribuer à fausser l'analyse des tendances au niveau de notre performance opérationnelle et parce que nous croyons que de telles mesures procurent des renseignements utiles sur notre situation financière et sur notre performance financière. Reportez-vous à la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour obtenir une définition de toutes les mesures non conformes aux PCGR que la Société utilise et présente, ainsi qu'un rapprochement complet avec celles qui sont conformes aux IFRS et qui se prêtent le mieux à une comparaison.

5.2 Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un sommaire de certaines données financières trimestrielles non auditées pour les huit trimestres complets les plus récents. Cette information trimestrielle non auditée a été établie conformément aux IFRS. Les résultats opérationnels d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour toute autre période future.

Périodes de trois mois closes les (en millions de dollars, sauf les actions et les montants par action, à moins d'indication contraire)	30 juin 2019	31 mars 2019	30 déc. 2018	30 sept. 2018	1 ^{er} juill. 2018	1 ^{er} avril 2018	31 déc. 2017	1 ^{er} oct. 2017
Ventes nettes	801,6	623,9	742,7	754,4	764,2	647,3	653,7	716,4
Bénéfice net	99,7	22,7	59,6	114,3	109,0	67,9	54,9	116,1
Bénéfice net par action								
De base ¹⁾	0,49	0,11	0,29	0,55	0,51	0,31	0,25	0,52
Dilué ¹⁾	0,49	0,11	0,29	0,55	0,51	0,31	0,25	0,52
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)								
De base	204 960	206 595	206 796	207 926	212 477	218 541	219 387	223 017
Dilué	205 520	207 057	207 122	208 161	212 722	218 850	219 758	223 481

1) Il est possible que la somme du bénéfice par action trimestriel ne corresponde pas au bénéfice par action jusqu'à ce jour en raison de l'arrondissement.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

5.2.1 Variabilité saisonnière et autres facteurs faisant varier les résultats et la situation financière

Les résultats opérationnels de nos périodes intermédiaires et de nos exercices varient sous l'effet de certains facteurs, incluant, sans s'y limiter, les variations de la demande des utilisateurs finaux et de nos clients, la décision de nos clients d'augmenter ou de diminuer leurs stocks, les variations de la composition de nos ventes et les fluctuations des prix de vente et des coûts des matières premières. Même si nos produits sont vendus tout au long de l'année, nos affaires fluctuent en fonction des variations saisonnières de la demande, ce qui fait varier nos résultats opérationnels sur une base trimestrielle. Bien que certains produits connaissent une période de pointe saisonnière relativement à la demande, la dynamique de la concurrence peut influencer sur le moment des achats des clients, menant à des tendances saisonnières qui peuvent varier d'un exercice à l'autre. Historiquement, la demande de t-shirts atteint un creux au quatrième trimestre et un sommet au deuxième trimestre de l'année, alors que les distributeurs s'approvisionnent en prévision de la haute saison estivale. La demande pour les vêtements molletonnés est habituellement plus grande aux deuxième et troisième trimestres de chaque année, soit à l'approche de l'automne et de l'hiver. Les ventes d'articles chaussants et de sous-vêtements sont plus élevées pendant le deuxième semestre de l'année, lors de la rentrée scolaire et de la saison des ventes du temps des Fêtes de Noël. Ces tendances saisonnières des ventes dans le secteur entraînent aussi des fluctuations de nos stocks tout au long de l'année.

Nos résultats subissent aussi l'influence de la fluctuation des prix des matières premières et des coûts des autres intrants. Les fibres de coton et les fibres de polyester sont les principales matières premières entrant dans la fabrication de nos produits. Nous avons également recours à des produits chimiques, des colorants et des garnitures que nous nous procurons auprès de divers fournisseurs. Les prix du coton fluctuent en fonction de la demande des consommateurs, de l'offre mondiale, qui peut subir l'impact des conditions météorologiques pendant une année donnée, de la spéculation sur les marchés des marchandises, des évaluations et des fluctuations relatives de la monnaie du pays producteur par rapport à la monnaie du pays consommateur et d'autres facteurs qui sont généralement imprévisibles. Bien que nous concluons des contrats d'achat et des instruments financiers dérivés avant livraison qui visent à fixer des prix fermes pour la composante coton de nos besoins en fil, les prix que nous payons pour le coton peuvent fluctuer considérablement d'une période intermédiaire ou d'un exercice à l'autre. Les coûts de l'énergie comptabilisés dans nos résultats opérationnels sont également affectés par les fluctuations des prix du pétrole brut, du gaz naturel et du pétrole, ce qui peut aussi avoir une influence sur les frais de transport et sur le coût des divers intrants utilisés dans notre production, comme les fibres de polyester, les produits chimiques, les colorants et les garnitures. Les variations du coût des matières premières se reflètent initialement dans le coût des stocks; elles se répercutent sur le bénéfice net seulement lorsque les stocks respectifs sont vendus.

Les acquisitions d'entreprises peuvent avoir une incidence sur la comparabilité des résultats. Il n'y a eu aucune acquisition d'entreprise importante influant sur le bénéfice au cours des huit derniers trimestres. Par ailleurs, les décisions de la direction de regrouper ou de réorganiser ses activités, notamment de fermer des installations, peuvent engendrer des coûts de restructuration importants au cours d'une période intermédiaire ou d'un exercice. La rubrique 5.4.5 intitulée « Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions » du présent rapport de gestion présente une analyse des coûts liés aux activités de restructuration et aux acquisitions d'entreprises de la Société. Les dépréciations d'actifs, incluant les provisions pour pertes de crédit attendues et les stocks à rotation lente, peuvent aussi faire varier nos résultats. La rubrique 5.4.4 intitulée « Perte de valeur des créances clients » présente une analyse des provisions pour pertes de crédit attendues.

Les montants présentés relativement aux ventes nettes, au coût des ventes, aux charges de vente et aux charges générales et administratives, ainsi qu'aux charges financières ou produits financiers, varient en fonction du taux de change de certaines devises par rapport au dollar américain, tel qu'il est décrit à la section « Gestion des risques financiers » du rapport de gestion annuel 2018. La Société recourt à l'occasion à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques liés aux fluctuations des taux de change.

5.3 Principales informations financières

(en millions de dollars, sauf les montants par action ou à moins d'indication contraire)	Périodes de trois mois closes les				Périodes de six mois closes les			
	30 juin	1 ^{er} juill.	Variation		30 juin	1 ^{er} juill.	Variation	
	2019	2018	\$	%	2019	2018	\$	%
Ventes nettes	801,6	764,2	37,4	4,9 %	1 425,6	1 411,5	14,1	1,0 %
Bénéfice brut	222,8	215,9	6,9	3,2 %	383,5	391,7	(8,2)	(2,1) %
Charges de vente et charges générales et administratives	92,0	92,1	(0,1)	(0,1) %	185,0	184,9	0,1	0,1 %
Perte de valeur relative aux créances clients	0,4	(0,1)	0,5	n.s.	24,8	0,1	24,7	n.s.
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	16,3	3,0	13,3	n.s.	26,9	9,4	17,5	n.s.
Bénéfice opérationnel	114,1	121,0	(6,9)	(5,7) %	146,8	197,3	(50,5)	(25,6) %
Bénéfice opérationnel ajusté ¹⁾	130,4	124,0	6,4	5,2 %	173,7	206,7	(33,0)	(16,0) %
BAIIA ajusté ¹⁾	174,5	166,0	8,5	5,1 %	257,8	290,1	(32,3)	(11,1) %
Charges financières	10,6	8,0	2,6	32,5 %	19,7	13,2	6,5	49,2 %
Charge d'impôt sur le résultat	3,8	4,0	(0,2)	(5,0) %	4,7	7,2	(2,5)	(34,7) %
Bénéfice net	99,7	109,0	(9,3)	(8,5) %	122,4	176,9	(54,5)	(30,8) %
Bénéfice net ajusté ¹⁾	115,0	111,5	3,5	3,1 %	147,8	186,1	(38,3)	(20,6) %
Bénéfice de base par action	0,49	0,51	(0,02)	(3,9) %	0,59	0,82	(0,23)	(28,0) %
Bénéfice dilué par action	0,49	0,51	(0,02)	(3,9) %	0,59	0,82	(0,23)	(28,0) %
Bénéfice dilué par action ajusté ¹⁾	0,56	0,52	0,04	7,7 %	0,72	0,86	(0,14)	(16,3) %
Marge brute	27,8 %	28,3 %	s. o.	(0,5) pp	26,9 %	27,8 %	s. o.	(0,9) pp
Charges de vente et charges générales et administratives en pourcentage des ventes	11,5 %	12,0 %	s. o.	(0,5) pp	13,0 %	13,1 %	s. o.	(0,1) pp
Marge opérationnelle	14,2 %	15,8 %	s. o.	(1,6) pp	10,3 %	14,0 %	s. o.	(3,7) pp
Marge opérationnelle ajustée ¹⁾	16,3 %	16,2 %	s. o.	0,1 pp	12,2 %	14,6 %	s. o.	(2,4) pp

n.s. = non significatif

s. o. = sans objet

	30 juin	30 déc.	Variation	
	2019	2018	\$	%
Total des actifs	3 337,8	3 004,6	333,2	11,1 %
Total des passifs financiers non courants	958,0	669,0	289,0	43,2 %
Dette nette ¹⁾	989,2	622,3	366,9	59,0 %
Dividendes en trésorerie trimestriels déclarés par action ordinaire	0,134	0,112	0,022	19,6 %
Ratio de levier financier de la dette nette ¹⁾	1,8	1,0	s. o.	s. o.

s. o. = sans objet

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

5.4 Revue des résultats opérationnels

5.4.1 Ventes nettes

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Périodes de trois mois closes les				Périodes de six mois closes les			
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation		30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
Vêtements de sport	665,6	625,2	40,4	6,5 %	1 159,2	1 139,7	19,5	1,7 %
Articles chaussants et sous-vêtements ¹⁾	136,0	139,0	(3,0)	(2,2) %	266,4	271,8	(5,4)	(2,0) %
Total des ventes nettes	801,6	764,2	37,4	4,9 %	1 425,6	1 411,5	14,1	1,0 %

1) Comprend aussi la lingerie et les produits périphériques.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

La croissance des ventes de vêtements de sport au deuxième trimestre de 2019 s'explique par des volumes de ventes unitaires plus importants dans les vêtements mode de base et les vêtements molletonnés, une augmentation du volume des produits fabriqués de marques mondiales axées sur le style de vie, des volumes de ventes en ligne à la hausse ainsi que par une gamme de produits plus avantageuse et des prix de vente nets plus élevés, ces facteurs étant en partie contrebalancés par le recul des ventes unitaires de produits de base. Bien que les ventes sur les marchés internationaux aient grimpé légèrement, nous avons observé un ralentissement en Europe et une croissance moins dynamique en Chine, plus particulièrement au cours des deux premiers mois du trimestre, facteurs qui, à notre avis, reposent en grande partie sur le contexte économique général dans ces régions. La croissance des ventes sur les marchés internationaux a été soutenue en juin. Le léger recul des ventes dans la catégorie des articles chaussants et des sous-vêtements est imputable au fléchissement des volumes de ventes de chaussettes, ce qui a été en grande partie contrebalancé par une hausse de 52 % des ventes de sous-vêtements au cours du trimestre. La hausse des ventes de sous-vêtements s'explique par le lancement d'un nouveau programme de sous-vêtements pour hommes de marque privée que nous avons conclu avec notre plus important détaillant du marché de masse, les premières expéditions ayant eu lieu à la fin du premier trimestre de l'exercice. Ce nouveau programme, qui remplace notre ancien programme de marque avec ce détaillant, occupe maintenant un espace beaucoup plus important sur les présentoirs que l'ancien programme de marque. Le repli des ventes de chaussettes découle essentiellement des ventes unitaires inférieures sur le marché de masse, et tient compte de l'abandon d'un programme de commercialisation de chaussettes dans le réseau de magasins à un dollar, ainsi que des ventes moindres dans les autres réseaux, dont les magasins de sport spécialisés. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des ventes de chaussettes auprès de marques mondiales axées sur le style de vie.

La légère progression des ventes nettes au cours de la période de six mois close le 30 juin 2019 s'explique par une hausse de 1,7 % des ventes dans la catégorie des vêtements de sport, contrebalancée en partie par une baisse de 2,0 % dans la catégorie des articles chaussants et des sous-vêtements. La croissance observée dans la catégorie des vêtements de sport est attribuable avant tout à une gamme de produits avantageuse, plus particulièrement pour ce qui est des vêtements molletonnés, et à des prix de vente nets plus élevés, ce qui a été contrebalancé en partie par le repli des volumes de ventes unitaires de produits de base. La baisse des ventes dans la catégorie des articles chaussants et des sous-vêtements est imputable surtout aux ventes unitaires inférieures de chaussettes, résultant de l'abandon de notre programme de commercialisation de chaussettes dans le réseau de magasins à un dollar, facteur qui a été contrebalancé en grande partie par la hausse des ventes de sous-vêtements et une gamme de produits plus avantageuse.

5.4.2 Bénéfice brut

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
Bénéfice brut	222,8	215,9	6,9	383,5	391,7	(8,2)
Marge brute	27,8 %	28,3 %	(0,5) pp	26,9 %	27,8 %	(0,9) pp

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

La diminution de la marge brute au deuxième trimestre et pour les six premiers mois de 2019 est principalement attribuable à la montée des prix des matières premières, aux pressions inflationnistes exercées sur les coûts des autres intrants et à l'incidence défavorable des taux de change. Ces facteurs ont plus que contrebalancé l'incidence positive des prix de vente nets plus élevés et de la gamme de produits avantageuse.

5.4.3 Charges de vente et charges générales et administratives

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
Charges de vente et charges générales et administratives	92,0	92,1	(0,1)	185,0	184,9	0,1
Charges de ventes et charges générales et administratives en pourcentage des ventes	11,5 %	12,0 %	(0,5) pp	13,0 %	13,1 %	(0,1) pp

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Les charges de vente et charges générales et administratives pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de 2019 étaient essentiellement au même niveau qu'aux périodes correspondantes de l'exercice 2018, malgré la hausse des ventes. En pourcentage des ventes, les charges de vente et charges générales et administratives pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 traduisent des améliorations de 50 points de base et de 10 points de base, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui reflète essentiellement des économies réalisées résultant de l'attention constante que porte la Société à la rationalisation des charges de vente et charges générales et administratives.

5.4.4 Perte de valeur des créances clients

La perte de valeur des créances clients pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 s'est établie respectivement à 0,4 million de dollars (un recouvrement de 0,1 million de dollars en 2018) et à 24,8 millions de dollars (0,1 million de dollars en 2018). La perte de valeur des créances clients pour la période de six mois close le 30 juin 2019 se rapporte d'abord à une charge de 21,7 millions de dollars inscrite au premier trimestre du présent exercice découlant de la mise sous séquestre et de la liquidation de l'un des distributeurs américains de la Société.

5.4.5 Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
Indemnités de départ et coûts relatifs aux avantages du personnel	5,7	0,6	5,1	7,1	5,3	1,8
Coûts de sortie, de relocalisation et autres coûts	6,4	2,2	4,2	9,3	3,9	5,4
Réduction de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation	4,2	—	4,2	10,6	—	10,6
(Profit net) perte nette à la sortie d'immobilisations corporelles relativement à des activités de sortie	(0,1)	0,1	(0,2)	(0,1)	0,1	(0,2)
Coûts de transaction connexes à des acquisitions	—	0,1	(0,1)	—	0,1	(0,1)
	16,2	3,0	13,2	26,9	9,4	17,5

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Les coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions pour la période de six mois close le 30 juin 2019 se rapportent principalement aux éléments suivants : un montant de 6,0 millions de dollars lié à la sortie d'activités de recyclage de fils, y compris la sortie prévue de matériel de recyclage de fils; un montant de 5,5 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de fabrication d'articles chaussants au Canada; un montant de 5,4 millions de dollars lié au regroupement des activités de couture, principalement au Honduras; un montant de 2,6 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de filature aux États-Unis; un montant de 1,4 million de dollars lié à la fermeture d'un bureau administratif aux États-Unis; un montant de 1,4 million de dollars lié à la fermeture d'un centre de distribution aux États-Unis; et un montant de 4,6 millions de dollars lié à d'autres coûts se rapportant à l'achèvement des activités de restructuration amorcées à l'exercice 2018, dont la fermeture de l'installation de fabrication de textile d'AKH et le regroupement des centres de distribution aux États-Unis.

Les coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions pour la période de six mois close le 1^{er} juillet 2018 étaient principalement liés aux éléments suivants : un montant de 3,9 millions de dollars lié à la réorganisation structurelle interne de la Société, y compris les coûts liés aux indemnités de départ, les honoraires juridiques et les autres honoraires professionnels; un montant de 2,3 millions de dollars lié à la consolidation des centres de distribution de la Société aux États-Unis à la suite de l'acquisition d'American Apparel, d'Alstyle et de Peds; un montant de 1,3 million de dollars lié à la consolidation des activités de teinture de vêtements acquises dans le cadre de l'acquisition de Comfort Colors; et un montant de 1,9 million de dollars lié à d'autres coûts, notamment à l'achèvement de l'intégration des acquisitions réalisées au cours des exercices précédents.

5.4.6 Bénéfice opérationnel et bénéfice opérationnel ajusté

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
Bénéfice opérationnel	114,1	121,0	(6,9)	146,8	197,3	(50,5)
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :						
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	16,3	3,0	13,3	26,9	9,4	17,5
Bénéfice opérationnel ajusté ¹⁾	130,4	124,0	6,4	173,7	206,7	(33,0)
Marge opérationnelle	14,2 %	15,8 %	(1,6) pp	10,3 %	14,0 %	(3,7) pp
Marge opérationnelle ajustée ¹⁾	16,3 %	16,2 %	0,1 pp	12,2 %	14,6 %	(2,4) pp

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Pour le deuxième trimestre de 2019, la diminution d'une année à l'autre du bénéfice opérationnel et de la marge opérationnelle s'explique principalement par la hausse des coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions. Pour les six premiers mois de l'exercice 2019, la diminution d'une année à l'autre du bénéfice opérationnel et de la marge opérationnelle est principalement attribuable à la hausse des coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions, à la perte de valeur de 24,8 millions de dollars des créances clients ainsi qu'à l'incidence du recul de 90 points de base de la marge brute. Le bénéfice opérationnel ajusté et la marge opérationnelle ajustée pour la période de six mois close le 30 juin 2019, qui ne tiennent pas compte des coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions, étaient également en baisse par rapport à la même période à l'exercice précédent, en raison de la perte de valeur des créances clients et du recul de la marge brute.

5.4.7 Charges financières, montant net

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
(en millions de dollars)						
Charge d'intérêts sur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti	7,4	6,0	1,4	14,3	10,5	3,8
Charges bancaires et autres charges financières	1,9	1,8	0,1	3,7	3,5	0,2
Accroissement des intérêts sur les obligations aux termes des contrats de location actualisées	0,8	—	0,8	1,6	—	1,6
Accroissement des intérêts sur les provisions actualisées	0,1	0,1	—	0,1	0,1	—
Perte (profit) de change	0,4	0,1	0,3	(0,1)	(0,9)	0,8
Charges financières, montant net	10,6	8,0	2,6	19,6	13,2	6,4

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019, l'accroissement des charges financières par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent est principalement attribuable aux taux d'intérêt effectifs plus élevés sur la dette à long terme de la Société portant intérêt à des taux variables en raison des taux d'intérêt à court terme en dollars américains plus élevés et aux niveaux d'emprunt moyens supérieurs ainsi qu'à l'incidence de l'accroissement des intérêts sur les obligations aux termes des contrats de location actualisés découlant de l'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date. Les pertes et profits de change pour les deux périodes sont principalement liés à la réévaluation des actifs monétaires nets libellés en monnaies étrangères.

5.4.8 Impôt sur le résultat

Le taux d'impôt effectif moyen de la Société est calculé comme suit :

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)						
Bénéfice avant l'impôt sur le résultat	103,5	113,0	(9,5)	127,1	184,1	(57,0)
Charge d'impôt sur le résultat	3,8	4,0	(0,2)	4,7	7,2	(2,5)
Taux d'impôt effectif moyen	3,7 %	3,5 %	0,2 pp	3,7 %	3,9 %	(0,2) pp

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2019, le taux d'impôt effectif moyen a été conforme au taux d'impôt effectif annuel d'environ 4 % prévu par la Société pour l'exercice 2019.

5.4.9 Bénéfice net, bénéfice net ajusté et mesures de bénéfice par action

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
Bénéfice net	99,7	109,0	(9,3)	122,4	176,9	(54,5)
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :						
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	16,3	3,0	13,3	26,9	9,4	17,5
Recouvrement d'impôt lié aux activités de restructuration et autres activités connexes à des acquisitions	(1,0)	(0,5)	(0,5)	(1,5)	(0,2)	(1,3)
Bénéfice net ajusté ¹⁾	115,0	111,5	3,5	147,8	186,1	(38,3)
Bénéfice de base par action	0,49	0,51	(0,02)	0,59	0,82	(0,23)
Bénéfice dilué par action	0,49	0,51	(0,02)	0,59	0,82	(0,23)
Bénéfice dilué par action ajusté ¹⁾	0,56	0,52	0,04	0,72	0,86	(0,14)

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

La diminution du bénéfice net pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 s'explique surtout par la baisse du bénéfice opérationnel.

L'augmentation du bénéfice net ajusté pour le deuxième trimestre de 2019 est due avant tout à l'accroissement des ventes et de la marge opérationnelle ajustée. Pour la période de six mois close le 30 juin 2019, la baisse du bénéfice net ajusté s'explique principalement par la contraction de la marge opérationnelle ajustée ainsi que par la hausse des charges financières nettes, ce qui a été en partie contrebalancé par des ventes nettes plus élevées. Sur une base diluée par action, le bénéfice net et le bénéfice net ajusté du deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice ont été touchés par l'incidence favorable du nombre moins élevé d'actions en circulation par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

6.0 SITUATION FINANCIÈRE

6.1 Actifs courants et passifs courants

(en millions de dollars)	30 juin 2019	30 déc. 2018	Variation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50,6	46,7	3,9
Créances clients	509,2	317,2	192,0
Impôt sur le résultat à recevoir	2,7	1,7	1,0
Stocks	1 008,5	940,0	68,5
Charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants	73,6	77,4	(3,8)
Créditeurs et charges à payer	(366,5)	(347,0)	(19,5)
Partie courante des obligations aux termes des contrats de location	(13,0)	—	(13,0)
Total du fonds de roulement	1 265,1	1 036,0	229,1

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- La hausse des créances clients (déduction faite des provisions pour escomptes sur les ventes) est principalement attribuable à l'incidence de la hausse saisonnière des ventes au deuxième trimestre de l'exercice 2019 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2018, de l'augmentation du délai moyen de recouvrement des créances clients et à la diminution saisonnière des provisions pour escomptes sur les ventes comptabilisées dans les créances clients comparativement à la clôture de l'exercice 2018 (en raison du paiement des programmes annuels de rabais des distributeurs après la clôture de l'exercice 2018). L'augmentation du délai moyen de recouvrement est imputable avant tout aux modalités de paiement plus longues, dont l'incidence saisonnière des ventes de vêtements molletonnés pour lesquelles les modalités sont prolongées conformément à une pratique en vigueur dans le secteur, et à l'incidence d'une réduction des ventes de créances clients à une institution financière aux termes d'un contrat d'achat de créances, contrebalancées en partie par la perte de valeur des créances clients décrite à la section 5.4.4 du présent rapport de gestion.
- L'augmentation des stocks est essentiellement attribuable à la hausse des coûts unitaires moyens découlant surtout de la hausse des coûts afférents à la composition des produits, ainsi qu'à l'accroissement des stocks de matières premières et de travaux en cours.
- L'augmentation des créditeurs et charges à payer est principalement attribuable au délai moyen de recouvrement plus long, à une retenue de garantie de 9 millions de dollars relative à l'acquisition d'un terrain au Bangladesh et à la hausse du passif au titre des instruments financiers dérivés, facteurs étant contrebalancés en partie par la diminution saisonnière des provisions liées à la rémunération variable.
- La partie courante des obligations aux termes des contrats de location actualisées découle de l'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date.
- Le fonds de roulement s'élevait à 1 265,1 millions de dollars au 30 juin 2019, comparativement à 1 036,0 millions de dollars au 30 décembre 2018. Le ratio de liquidité générale actuel était de 4,3 à la clôture du deuxième trimestre de l'exercice 2019, comparativement à 4,0 à la clôture de l'exercice 2018.

6.2 Immobilisations corporelles, actifs au titre de droits d'utilisation, immobilisations incorporelles et goodwill

(en millions de dollars)	Immobilisations corporelles	Actifs au titre de droits d'utilisation	Immobilisations incorporelles	Goodwill
Solde au 30 décembre 2018	990,5	—	393,6	227,4
Adoption initiale de l'IFRS 16	—	78,1	—	—
Entrées d'immobilisations, montant net	79,1	0,8	4,9	—
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises	—	—	—	0,5
Amortissements	(62,7)	(6,5)	(12,0)	—
Réductions de valeur	(10,0)	(1,1)	—	—
Solde au 30 juin 2019	996,9	71,3	386,5	227,9

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Les entrées d'immobilisations corporelles reflétaient principalement l'acquisition d'un terrain au Bangladesh et les dépenses liées aux initiatives d'expansion de la capacité de fabrication. Les réductions de valeur de 10,0 millions de dollars est liée à la fermeture d'installations, tel qu'il est décrit à la rubrique 5.4.5 intitulée « Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions » du présent rapport de gestion.
- Les actifs au titre de droits d'utilisation reflètent l'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date.
- Les immobilisations incorporelles se composent de contrats avec les clients, de relations clients, de marques de commerce, de contrats de licence, d'ententes de non-concurrence et de logiciels. La légère réduction des immobilisations incorporelles reflète l'amortissement de 12,0 millions de dollars, contrebalancé par des entrées de 4,9 millions de dollars liées à des logiciels.

6.3 Autres actifs non courants et passifs non courants

(en millions de dollars)	30 juin 2019	30 déc. 2018	Variation
Autres actifs non courants	10,6	10,3	0,3
Dette à long terme	(958,0)	(669,0)	(289,0)
Obligations aux termes des contrats de location	(68,7)	—	(68,7)
Passifs d'impôt différé	(13,2)	(12,6)	(0,6)
Autres passifs non courants	(37,0)	(39,9)	2,9

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Se reporter à la section 8.0 « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour une analyse de la dette à long terme.
- Les obligations aux termes des contrats de location découlent de l'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date.
- Les autres passifs non courants comprennent les provisions et les obligations au titre des avantages du personnel. La diminution est principalement attribuable à la réduction des provisions pour contrats déficitaires découlant de l'adoption initiale de l'IFRS 16, ce qui a été contrebalancé en partie par les indemnités de départ prévues par la loi touchées par les employés du bassin des Caraïbes et de l'Amérique centrale.

7.0 FLUX DE TRÉSORERIE

7.1 Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
Bénéfice net	99,7	109,0	(9,3)	122,4	176,9	(54,5)
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ¹⁾	61,4	55,9	5,5	107,7	101,1	6,6
Variations des soldes hors trésorerie du fonds de roulement	(81,6)	(34,6)	(47,0)	(255,8)	(165,3)	(90,5)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	79,5	130,3	(50,8)	(25,7)	112,7	(138,4)

1) Inclut 44,1 millions de dollars (42,0 millions de dollars en 2018) et 84,1 millions de dollars (83,4 millions de dollars en 2018) au titre des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019, respectivement.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles se sont établis à 25,7 millions de dollars pour la période de six mois close le 30 juin 2019 comparativement à 112,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles s'explique surtout par l'incidence de l'augmentation plus importante des soldes hors trésorerie du fonds de roulement, comme il est expliqué plus loin, et par le bénéfice net moins élevé.
- L'augmentation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement s'est chiffrée à 255,8 millions de dollars pour la période de six mois close le 30 juin 2019, contre 165,3 millions de dollars pour la période de six mois close le 1^{er} juillet 2018. L'augmentation plus importante des soldes hors trésorerie du fonds de roulement par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est principalement attribuable à l'accroissement plus important des créances clients et des stocks.

- L'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date a eu une incidence positive de 6,6 millions de dollars sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles au cours de la période de six mois close le 30 juin 2019.

7.2 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
(en millions de dollars)						
Achat d'immobilisations corporelles	(53,6)	(31,1)	(22,5)	(73,4)	(52,5)	(20,9)
Achat d'immobilisations incorporelles	(2,4)	(11,9)	9,5	(5,4)	(12,9)	7,5
Acquisitions d'entreprises	—	—	—	(1,3)	(0,1)	(1,2)
Produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles	2,4	10,7	(8,3)	2,7	10,8	(8,1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(53,6)	(32,3)	(21,3)	(77,4)	(54,7)	(22,7)

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement au cours de la période de six mois close le 30 juin 2019 ont été supérieurs à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en raison surtout de la hausse des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice 2019, dont l'acquisition du terrain au Bangladesh.
- Les dépenses d'investissement de la période de six mois close le 30 juin 2019 sont décrites à la rubrique 6.2 du présent rapport de gestion et les dépenses d'investissement prévues pour la période de 12 mois qui sera close le 29 décembre 2019 sont analysées à la rubrique 8.0 « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.
- Les flux de trésorerie affectés aux acquisitions d'entreprises au cours de la période de six mois close le 30 juin 2019 ont trait au versement des derniers montants à payer relativement à l'acquisition d'un fabricant de fil à anneaux établis aux États-Unis en juillet 2017.

7.3 Flux de trésorerie disponibles

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
(en millions de dollars)						
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	79,5	130,3	(50,8)	(25,7)	112,7	(138,4)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(53,5)	(32,3)	(21,2)	(77,4)	(54,7)	(22,7)
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :						
Acquisitions d'entreprises	—	—	—	1,3	0,1	1,2
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	26,0	98,0	(72,0)	(101,8)	58,1	(159,9)

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Pour la période de six mois close le 30 juin 2019, la diminution de 159,9 millions de dollars des flux de trésorerie disponibles d'une année à l'autre s'explique surtout par la réduction des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, tel qu'indiqué ci-dessus.

7.4 Flux de trésorerie liés aux activités de financement

	Périodes de trois mois closes les			Périodes de six mois closes les		
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	Variation
<i>(en millions de dollars)</i>						
Augmentation des montants prélevés aux termes des facilités de crédit bancaire à long terme	70,0	125,0	(55,0)	289,0	270,0	19,0
Paiement des obligations aux termes des contrats de location	(3,4)	—	(3,4)	(6,6)	—	(6,6)
Dividendes versés	(27,8)	(23,0)	(4,8)	(55,6)	(48,1)	(7,5)
Produit tiré de l'émission d'actions	2,2	0,4	1,8	8,7	1,3	7,4
Rachat et annulation d'actions	(97,4)	(209,2)	111,8	(128,4)	(291,7)	163,3
Rachats d'actions en vue du règlement d'UANR visant des actions émises	—	(0,6)	0,6	—	(0,6)	0,6
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(56,4)	(107,4)	51,0	107,1	(69,1)	176,2

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

- Les flux de trésorerie liés aux activités de financement pour la période de six mois close le 30 juin 2019 reflètent principalement les entrées de trésorerie de 289,0 millions de dollars provenant des fonds prélevés sur les facilités de crédit bancaire à long terme de la Société, partiellement contrebalancées par le rachat et l'annulation d'actions ordinaires aux termes d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, tel qu'il est indiqué à la rubrique 8.7 du présent rapport de gestion, et le paiement de dividendes. En raison de l'adoption de l'IFRS 16 à compter de l'exercice 2019, les paiements au titre de la location sont classés comme des activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Pour la période de six mois close le 1^{er} juillet 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement reflètent le rachat et l'annulation d'actions ordinaires aux termes des précédentes offres publiques de rachat dans le cours normal des activités et le paiement de dividendes, contrebalancé en partie par les entrées de trésorerie de 270,0 millions de dollars provenant des fonds prélevés sur les facilités de crédit bancaire à long terme de la Société. Il y a lieu de se reporter à la rubrique 8.0 « Situation de trésorerie et sources de financement » pour une analyse de la dette à long terme.
- La Société a versé des dividendes de 55,6 millions de dollars au cours de la période de six mois close le 30 juin 2019, comparativement à 48,1 millions de dollars au cours de la période de six mois close le 1^{er} juillet 2018. L'augmentation d'une année à l'autre est attribuable à la hausse de 20 % du montant des dividendes trimestriels approuvée par le conseil d'administration le 20 février 2019, contrebalancée en partie par l'incidence de la diminution du nombre d'actions ordinaires en circulation découlant du rachat et de l'annulation d'actions ordinaires depuis l'exercice précédent aux termes d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités.

8.0 SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

8.1 Cadre d'affectation des capitaux

Les fonds servent principalement à financer les besoins de fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les acquisitions d'entreprises et le paiement des dividendes. Nous avons également affecté des fonds au rachat d'actions. Nous finançons nos besoins à partir des flux de trésorerie générés par nos activités opérationnelles et des montants prélevés sur nos facilités d'emprunt à long terme. Nous avons établi un cadre d'affectation des capitaux destiné à améliorer la croissance des ventes et du bénéfice ainsi que les rendements pour les actionnaires. Après le financement de nos besoins en fonds de roulement, notre principale priorité en matière d'affectation des capitaux consiste à financer notre croissance interne à l'aide d'investissements en capitaux adéquats. Au-delà de ces exigences, nous comptons utiliser nos flux de trésorerie disponibles et notre capacité de financement par emprunt pour soutenir le paiement de notre dividende actuel et réaliser des acquisitions stratégiques complémentaires répondant à nos critères. De plus, lorsque cela est approprié, nous avons l'intention d'affecter la trésorerie excédentaire au rachat d'actions aux termes des programmes d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. La Société a établi une nouvelle cible pour le ratio de levier financier de la dette nette qui équivaut à une ou deux fois le BAIIA ajusté pro forma pour les

douze derniers mois consécutifs, ce qui, à son avis, assurera une structure de capital efficace et lui permettra de mettre à exécution ses priorités en matière d'affectation des capitaux en respectant ce cadre.

8.2 Dette à long terme et dette nette

Au 30 juin 2019, les créances à long terme de la Société s'établissaient comme suit :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt effectif ¹⁾	Montant en principal		Date d'échéance
		30 juin 2019	30 déc. 2018	
Facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1 % et 2 % ²⁾	3,7 %	358,0	69,0	Avril 2024
Prêt à terme, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1 % et 2 % payable mensuellement ³⁾	2,9 %	300,0	300,0	Avril 2024
Effets à payer, portant intérêt au taux fixe de 2,70 % payable semestriellement ⁴⁾	2,7 %	100,0	100,0	Août 2023
Effets à payer, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart de 1,53 % payable trimestriellement ⁴⁾	2,7 %	50,0	50,0	Août 2023
Effets à payer, portant intérêt à un taux fixe de 2,91 % payable semestriellement ⁴⁾	2,9 %	100,0	100,0	Août 2026
Effets à payer, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart de 1,57 % payable trimestriellement ⁴⁾	2,9 %	50,0	50,0	Août 2026
		958,0	669,0	

1) Représente le taux d'intérêt effectif annualisé pour la période de six mois close le 30 juin 2019, incluant l'incidence sur la trésorerie des swaps de taux d'intérêt, le cas échéant.

2) La facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable non garantie de 1 milliard de dollars de la Société prévoit une prorogation annuelle, sous réserve de l'approbation des prêteurs. L'écart ajouté au taux d'intérêt variable du LIBOR américain est fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA, tel que défini dans la convention relative à la facilité de crédit. De plus, un montant de 13,4 millions de dollars (13,4 millions de dollars au 30 décembre 2018) a été affecté à cette facilité pour couvrir diverses lettres de crédit.

3) Le contrat de prêt non garanti à terme est non renouvelable et peut être remboursé par anticipation en totalité ou en partie en tout temps, sans pénalité. L'écart ajouté au taux d'intérêt variable du LIBOR américain est fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA, tel que défini dans la convention relative à la facilité de crédit.

4) Les effets non garantis d'un principal global de 300 millions de dollars émis auprès d'investisseurs qualifiés sur le marché des placements privés aux États-Unis peuvent être remboursés par anticipation en totalité ou en partie en tout temps, sous réserve du paiement d'une pénalité pour remboursement anticipé comme le prévoit la convention d'achat de billets.

En mars 2019, la Société a modifié sa facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable non garantie de 1 milliard de dollars et son contrat de prêt non garanti de 300 millions de dollars pour en proroger les dates d'échéance d'avril 2023 à avril 2024.

Aux termes de la facilité de crédit renouvelable, du prêt à terme et des effets, la Société est tenue de se conformer à certaines clauses restrictives, notamment le maintien de ratios financiers. En date du 30 juin 2019, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives.

<i>(en millions de dollars)</i>	30 juin 2019	30 déc. 2018
Dettes à long terme et total de la dette bancaire	958,0	669,0
Obligations aux termes des contrats de location	81,8	—
Total de la dette ¹⁾	1 039,8	669,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(50,6)	(46,7)
Dettes nettes ¹⁾	989,2	622,3

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

La Société se sert principalement du ratio de levier financier de la dette nette comme principale mesure de suivi de son levier financier, tel qu'il est défini à la rubrique 16.0, « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion. Au 30 juin 2019, le ratio de levier financier de la dette nette de Gildan s'élevait à 1,8 fois le BAIIA ajusté (1,0 fois au 30 décembre 2018), ce qui se situe dans sa fourchette cible communiquée auparavant d'une à deux fois le BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs. Le ratio de levier financier de la dette nette de la Société est calculé comme suit :

<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>	30 juin 2019	30 déc. 2018
BAIIA ajusté des douze derniers mois consécutifs	563,3	595,5
Ajustement pour l'élément suivant :		
Acquisitions d'entreprises	—	—
BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs	563,3	595,5
Dettes nettes ¹⁾	989,2	622,3
Ratio de levier financier de la dette nette ¹⁾	1,8	1,0

1) Voir la section 16.0 « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

La Société continue de prévoir des dépenses d'investissement totales d'environ 175 millions de dollars pour l'exercice 2019, incluant l'acquisition du terrain au Bangladesh, des dépenses liées aux initiatives d'expansion de la capacité de fabrication et dans les capacités de distribution et les technologies de l'information.

Nous prévoyons que les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et la capacité de financement inutilisée aux termes de nos facilités d'emprunt à long terme continueront à nous procurer, dans un avenir rapproché, des liquidités suffisantes pour financer notre stratégie de croissance organique. Ceci inclut nos besoins prévus au niveau du fonds de roulement et des dépenses d'investissement, pour financer les dividendes aux actionnaires, pour nous donner la flexibilité financière nécessaire pour tirer profit d'acquisitions potentielles qui viendraient compléter notre stratégie de croissance organique et financer l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités dont il est question à la rubrique 8.7.

La Société, avec l'approbation de son conseil d'administration, peut émettre ou rembourser des titres d'emprunt à long terme, émettre ou racheter des actions, ou entreprendre d'autres activités jugées appropriées selon les circonstances.

8.3 Arrangements hors bilan et obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous nous engageons à remplir certaines obligations contractuelles à l'égard desquelles nous serons appelés à décaisser des fonds au cours de périodes futures. Tous nos engagements figurent dans nos états consolidés de la situation financière, à l'exception des obligations d'achat ainsi que des paiements minimaux de redevances, qui figurent dans le tableau des obligations contractuelles ci-dessous. Le tableau suivant présente l'échéance de nos obligations contractuelles par période en date du 30 juin 2019.

(en millions de dollars)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	366,5	366,5	366,5	—	—	—
Dette à long terme ¹⁾	958,0	958,0	—	—	808,0	150,0
Obligations d'achat et autres	—	476,2	312,3	99,3	64,5	0,1
Contrats de location simple	81,8	100,7	20,0	27,5	17,1	36,1
Total des obligations contractuelles	1 406,3	1 901,4	698,8	126,8	889,6	186,2

1) Exclusion faite des intérêts.

Tel que précisé à la note 23 afférente à nos états financiers consolidés annuels audités de l'exercice 2018, nous avons accordé à des tiers des garanties financières, des lettres de crédit de soutien irrévocables ainsi que des cautionnements afin de les indemniser au cas où la Société et certaines de ses filiales manqueraient à leurs obligations contractuelles. Au 30 juin 2019, l'obligation éventuelle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 66,1 millions de dollars, dont 9,2 millions de dollars étaient liés à des cautionnements et 56,9 millions de dollars à des garanties financières ainsi qu'à des lettres de crédit de soutien.

8.4 Instruments dérivés

La Société peut à l'occasion recourir à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques liés aux fluctuations des taux de change, des prix des marchandises et des taux d'intérêt, ainsi que les risques liés aux variations du cours de nos actions ordinaires aux termes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions. Les instruments financiers dérivés ne sont pas utilisés à des fins spéculatives. Au 30 juin 2019, les instruments financiers dérivés en cours de la Société (dont la grande majorité sont désignés comme instruments de couverture efficaces) se composaient principalement de contrats à terme, de contrats d'option et de contrats de swap liés aux devises et aux marchandises, ainsi que de swaps de taux d'intérêt variable-fixe, afin de fixer les taux d'intérêt variables d'une portion désignée des emprunts aux termes du contrat de prêt et des billets non garantis. La Société détient également un swap sur le rendement total en cours, destiné à diminuer les variations du bénéfice net associé aux unités d'actions différées qui sont réglées en trésorerie. Pour un complément d'information sur nos instruments financiers dérivés, il y a lieu de se reporter à la note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date.

8.5 Données sur les actions en circulation

Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de New York (« NYSE ») et de la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole GIL. En date du 26 juillet 2019, 203 686 402 actions ordinaires étaient émises et en circulation, tandis que 2 255 238 options sur actions et 95 736 unités d'actions incessibles dilutives (les « UAI visant des actions nouvelles ») étaient en circulation. Chaque option sur actions confère au porteur le droit d'acheter, à un prix prédéterminé, une action ordinaire à la fin de la période d'acquisition des droits. Chaque UAI visant des actions nouvelles confère au porteur le droit de recevoir une action ordinaire nouvelle à la fin de la période d'acquisition des droits, sans qu'aucune contrepartie monétaire ne soit versée à la Société. Les UAI visant des actions nouvelles sont exclusivement utilisées pour les attributions non récurrentes afin de recruter des personnes talentueuses ou aux fins de la fidélisation, et les conditions d'acquisition qui s'y rattachent, incluant les objectifs de rendement s'il y a lieu, sont déterminés par le conseil d'administration au moment de l'attribution.

8.6 Déclaration de dividendes

Au cours de la période de six mois close le 30 juin 2019, la Société a versé un total de 55,6 millions de dollars en dividendes. Le 31 juillet 2019, le conseil d'administration a déclaré un dividende en trésorerie trimestriel de 0,134 \$ par action, pour un paiement prévu total de 27,3 millions de dollars, qui sera versé le 9 septembre 2019 pour toutes les actions ordinaires émises et en circulation de la Société, de manière équitable et proportionnelle, aux détenteurs inscrits en date du 15 août 2019. Ce dividende est un « dividende admissible » aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre législation provinciale applicable se rapportant aux dividendes admissibles.

Dans le contexte du cadre d'affectation des capitaux de la Société décrit à la section 8.1 du présent rapport de gestion, plusieurs facteurs sont pris en compte par le conseil d'administration pour décider de la déclaration de dividendes trimestriels en trésorerie, notamment les bénéfices actuels et futurs de la Société, ses flux de trésorerie, ses exigences en matière de capital, ainsi que les restrictions réglementaires et juridiques actuelles et/ou futures. Rien ne garantit la déclaration de futurs dividendes trimestriels en trésorerie. Bien que la Société soit tenue de respecter des clauses restrictives à l'égard d'emprunts aux termes de ses conventions d'emprunt à long terme afin de pouvoir payer des dividendes, à l'heure actuelle, ces clauses ne constituent pas et ne devraient pas devenir une contrainte au paiement de dividendes aux termes de la politique de la Société à l'égard des dividendes.

8.7 Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 21 février 2018, le conseil d'administration de la Société a approuvé l'établissement d'une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités qui a débuté le 27 février 2018 et s'est terminée le 26 février 2019 visant le rachat, aux fins d'annulation, d'au plus 10 960 391 actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % du total de ses actions ordinaires émises et en circulation. Le 1^{er} août 2018, la Société a obtenu l'aval de la TSX afin de modifier son offre publique de rachat dans le cours normal des activités de sorte à augmenter le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être rachetées, le faisant passer de 10 960 391 actions ordinaires, soit environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société au 15 février 2018 (date de référence de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités), à 21 575 761 actions ordinaires, ce qui représente approximativement 10 % du flottant de la Société au 15 février 2018. Aucune autre modalité de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités n'a été modifiée.

Le 20 février 2019, Gildan a obtenu l'approbation de la TSX relativement au renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités débutant le 27 février 2019 en vue de racheter, aux fins d'annulation, au plus 10 337 017 actions ordinaires, représentant environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de Gildan.

Au cours de la période de six mois close le 30 juin 2019, la Société a racheté, aux fins d'annulation, un total de 3 494 169 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un coût total de 128,4 millions de dollars. Du coût total de 128,4 millions de dollars, 2,8 millions de dollars ont été imputés au capital social et le solde, aux résultats non distribués.

9.0 POURSUITES

9.1 Réclamations et litiges

La Société est partie à des réclamations et litiges qui surviennent dans le cours normal de ses activités. Elle ne prévoit pas que le règlement de ces questions aura un effet défavorable important sur sa situation financière ou ses résultats opérationnels.

10.0 PERSPECTIVES

Les attentes de la direction sont décrites dans le communiqué de presse sur les résultats de la Société daté du 1^{er} août 2019, plus précisément à la section « Perspectives ». Le communiqué de presse peut être consulté sur le site Web de SEDAR, au www.sedar.com, sur le site Web de EDGAR, au www.sec.gov, et sur le site Web de la Société, au www.gildancorp.com.

11.0 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, dont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque lié au prix des marchandises, ainsi que les risques liés aux variations du cours de nos actions ordinaires aux termes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » du rapport de gestion annuel 2018 pour de plus amples renseignements sur l'exposition de la Société aux risques découlant de ses instruments financiers et sur la façon dont elle cherche à gérer ces risques, et pour plus d'information sur nos instruments financiers dérivés, il y a lieu de se reporter à la note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date.

12.0 PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités de l'exercice 2018. La préparation d'états financiers conformément aux IFRS exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue de façon continue. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

12.1 Jugements critiques réalisés lors de l'application des méthodes comptables

Les jugements critiques réalisés par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'incidence la plus significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont les suivants :

- Détermination des unités génératrices de trésorerie (« UGT »)
- Impôt sur le résultat

12.2 Principales sources d'incertitude relative aux estimations

Les principales sources d'incertitude relative aux estimations et qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs pour le reste de l'exercice sont les suivantes :

- Provision pour pertes de crédit attendues
- Programmes promotionnels de ventes
- Évaluation des stocks
- Recouvrabilité et dépréciation d'actifs non financiers
- Impôt sur le résultat

Pour une analyse plus détaillée des éléments nécessitant le recours aux estimations et aux jugements de la direction, il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités de l'exercice 2018.

13.0 MÉTHODES COMPTABLES ET NOUVELLES NORMES COMPTABLES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ APPLIQUÉES

13.1 Méthodes comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date ont été établis conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle que publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Société a utilisé les mêmes méthodes comptables dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date que celles décrites à la note 3 afférente à ses plus récents états financiers consolidés annuels, à l'exception des nouvelles normes adoptées en date du 31 décembre 2018, comme il est décrit ci-dessous.

Contrats de location

L'IFRS 16, *Contrats de location*, précise la manière dont une entité est tenue de comptabiliser, d'évaluer, de présenter les contrats de location et de fournir des informations à leur sujet. La norme contient un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation, pour tous les contrats, d'un actif au titre de droits d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif sous-jacent et d'une obligation locative représentant son obligation d'effectuer des paiements au titre de la location, sauf si la Société fait le choix d'exclure les contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur monétaire. Les bailleurs classent toujours les contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple, car la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée dans l'IFRS 16 par rapport à la norme précédente, l'IAS 17. Il y a lieu de se reporter à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date pour une description détaillée de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 et de la méthode actualisée de comptabilisation des contrats de location.

Incertitude relative aux traitements fiscaux

L'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, clarifie l'application des dispositions de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. L'interprétation aborde la question de savoir si une entité doit considérer les traitements fiscaux incertains séparément, les hypothèses qu'une entité devrait poser au sujet de l'examen des traitements fiscaux effectué par les autorités fiscales, la manière dont une entité devrait déterminer le bénéfice imposable et les pertes fiscales, les bases d'imposition, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'imposition, ainsi que la façon dont une entité considère des changements dans les faits et les circonstances dans le cadre de ces déterminations. L'adoption de l'IFRIC 23 n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société à la date d'entrée en vigueur de l'adoption.

13.2 Nouvelles normes comptables et interprétations n'ayant pas encore été appliquées

Modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Les modifications clarifient la définition d'une entreprise, dans le but d'aider les entités à déterminer si une transaction doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou comme une acquisition d'actifs. Les modifications sont en vigueur pour les regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au cours d'un exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 et s'appliquent prospectivement.

14.0 CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE LA DIVULGATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de la période qui a débuté le 1^{er} avril 2019 et s'est terminée le 30 juin 2019, aucune modification n'a été apportée à notre contrôle interne à l'égard de la divulgation de l'information financière qui a eu une incidence importante ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de la divulgation de l'information financière de la Société.

15.0 RISQUES ET INCERTITUDES

Dans notre rapport de gestion annuel 2018, aux sections « Gestion des risques financiers » et « Risques et incertitudes », nous décrivons les principaux risques qui pourraient avoir une incidence négative et significative sur notre situation financière, nos résultats et activités opérationnels, nos flux de trésorerie ou le cours de nos actions ordinaires, et qui pourraient aussi faire varier de façon importante les résultats réels par rapport aux prévisions annoncées ou sous-entendues dans nos énoncés prospectifs. Les risques inclus dans la liste ci-dessous ne sont pas les seuls auxquels la Société pourrait être exposée. Des risques et des incertitudes supplémentaires, dont nous ignorons actuellement l'existence ou que nous jugeons actuellement peu significatifs, pourraient aussi avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière, nos résultats opérationnels, nos flux de trésorerie ou nos activités. Les risques décrits dans notre rapport de gestion annuel 2018 comprennent les suivants :

- Notre capacité à mettre nos stratégies et nos plans de croissance à exécution
- Notre capacité à bien répondre à la concurrence
- Notre capacité à intégrer les acquisitions
- Nous pourrions subir l'incidence négative de l'évolution de la conjoncture économique et financière
- Nous dépendons d'un petit nombre de clients d'envergure
- Le fait que nos clients ne soient pas dans l'obligation de passer un minimum de commandes fermes
- Notre capacité à prévoir, à identifier et à réagir à l'évolution des préférences des consommateurs et des tendances de consommation
- Notre capacité à gérer efficacement notre volume de production et nos niveaux de stocks en fonction des fluctuations de la demande des consommateurs
- Nous pourrions subir l'incidence négative des fluctuations et de la volatilité des cours des matières premières entrant dans la confection de nos produits
- Nous dépendons de fournisseurs clés
- Nous pourrions subir l'incidence négative des risques liés aux conditions météorologiques et au climat politique et socioéconomique propres aux pays où nous exerçons nos activités ou auprès desquels nous nous approvisionnons
- Respect des lois et règlements des différents pays où nous exerçons nos activités et incidences négatives potentielles de litiges et/ou de mesures réglementaires
- Nous dépendons de certains accords commerciaux internationaux (incluant des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux) et programmes de préférences et sommes soumis à l'évolution de la réglementation en matière de commerce international
- Les facteurs ou circonstances qui pourraient faire grimper notre taux d'impôt effectif
- La conformité à la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité
- La conformité à la réglementation sur la sécurité des produits
- Nous pourrions subir l'impact négatif des changements relatifs à nos relations de travail avec nos employés et aux règlements sur l'emploi au Canada comme à l'étranger
- Nous pourrions avoir mauvaise presse à la suite des violations avérées, alléguées ou perçues des lois du travail locales ou des normes du travail internationales, ou pour des pratiques de travail ou toutes autres pratiques commerciales contraires à l'éthique
- Nous pourrions subir l'incidence négative de changements liés aux arrangements en matière d'octroi de licences à des tiers et de marques sous licence
- Notre capacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle
- Nous avons une grande dépendance à l'égard de nos systèmes informatisés pour la conduite de nos activités commerciales
- Nous pourrions subir l'incidence négative d'atteintes à la protection des données et à la vie privée
- Nous dépendons de dirigeants clés et de notre capacité à attirer et/ou à retenir le personnel clé

16.0 DÉFINITION ET RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Pour évaluer notre performance opérationnelle et notre situation financière, nous utilisons des mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR. Les modalités et les définitions des mesures non conformes aux PCGR utilisées dans le présent rapport de gestion et un rapprochement de celles-ci avec les PCGR les plus directement comparables figurent ci-dessous. Les mesures non conformes aux PCGR sont présentées de manière cohérente pour toutes les périodes présentées dans le présent rapport de gestion, sauf pour ce qui est des mesures touchées par l'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, tel qu'indiqué ci-dessous. Ces mesures non conformes aux PCGR n'ayant pas de sens normalisé aux termes des IFRS, il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Par conséquent, elles ne doivent pas être considérées de façon isolée.

Bénéfice net ajusté et bénéfice dilué par action ajusté

Le bénéfice net ajusté correspond au bénéfice net avant les coûts de restructuration et les autres coûts connexes à des acquisitions, l'impôt sur le résultat lié aux activités de restructuration et autres activités connexes à des acquisitions ainsi que l'impôt sur le résultat découlant de la réévaluation des actifs et des passifs d'impôt différé par suite de modifications des taux d'impôt prévus par la loi dans les pays où nous exerçons nos activités. Le bénéfice dilué par action ajusté correspond au bénéfice net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation. La Société utilise le bénéfice net ajusté et le bénéfice dilué par action ajusté pour mesurer sa performance d'une période à l'autre, sans tenir compte de la variation liée à l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils influencent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relativement à son rendement commercial. Le fait d'exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018
<i>(en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>				
Bénéfice net	99,7	109,0	122,4	176,9
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	16,3	3,0	26,9	9,4
Recouvrement d'impôt lié aux activités de restructuration et autres activités connexes à des acquisitions	(1,0)	(0,5)	(1,5)	(0,2)
Bénéfice net ajusté	115,0	111,5	147,8	186,1
Bénéfice de base par action	0,49	0,51	0,59	0,82
Bénéfice dilué par action	0,49	0,51	0,59	0,82
Bénéfice dilué par action ajusté	0,56	0,52	0,72	0,86

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Bénéfice opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée

Le bénéfice opérationnel ajusté correspond au bénéfice opérationnel avant les coûts de restructuration et les autres coûts connexes à des acquisitions. La marge opérationnelle ajustée correspond au bénéfice opérationnel ajusté divisé par les ventes nettes. La direction utilise le bénéfice opérationnel ajusté et la marge opérationnelle ajustée pour mesurer la performance de la Société d'une période à l'autre, sans tenir compte des variations liées à l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments du calcul parce qu'ils influencent la comparabilité des résultats financiers et pourraient potentiellement fausser l'analyse des tendances relatives à son rendement commercial. Le fait d'exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018
<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>				
Bénéfice opérationnel ¹⁾	114,1	121,0	146,8	197,3
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :				
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	16,3	3,0	26,9	9,4
Bénéfice opérationnel ajusté ¹⁾	130,4	124,0	173,7	206,7
Marge opérationnelle	14,2 %	15,8 %	10,3 %	14,0 %
Marge opérationnelle ajustée	16,3 %	16,2 %	12,2 %	14,6 %

1) Le bénéfice opérationnel et le bénéfice opérationnel ajusté pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 ont bénéficié de l'incidence favorable de 0,8 million de dollars et de 1,6 million de dollars, respectivement, découlant de l'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date. Il n'y a pas eu d'incidence sur le bénéfice opérationnel et le bénéfice opérationnel ajusté de l'exercice précédent.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté correspond au bénéfice avant les charges financières, l'impôt sur le résultat et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, et ne tient pas compte de l'incidence des coûts de restructuration et des autres coûts connexes à des acquisitions. La Société se sert du BAIIA ajusté, entre autres mesures, pour évaluer sa performance opérationnelle. La Société croit aussi que cette mesure est couramment utilisée par les investisseurs et les analystes pour mesurer la capacité d'une entreprise à assurer le service de la dette et à s'acquitter d'autres obligations de paiement, ou en tant qu'instrument d'évaluation courant. La Société ne tient pas compte de la dotation aux amortissements, qui n'entraîne pas de décaissement de par sa nature et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou des facteurs non liés aux activités opérationnelles. Le fait d'exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018
(en millions de dollars)				
Bénéfice net	99,7	109,0	122,4	176,9
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions	16,3	3,0	26,9	9,4
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	44,1	42,0	84,1	83,4
Charges financières, montant net	10,6	8,0	19,7	13,2
Charge d'impôt sur le résultat	3,8	4,0	4,7	7,2
BAIIA ajusté ¹⁾	174,5	166,0	257,8	290,1

1) Le BAIIA ajusté pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 a bénéficié de l'incidence favorable de 3,9 millions de dollars et de 8,1 millions de dollars, respectivement, découlant de l'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date. Il n'y a pas eu d'incidence sur le BAIIA ajusté de l'exercice précédent.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles moins les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, à l'exclusion des acquisitions d'entreprises. La Société considère que les flux de trésorerie disponibles constituent un indicateur important de la solidité et de la situation de trésorerie de l'entreprise et il s'agit d'une mesure clé qui indique les flux de trésorerie disponibles, une fois les dépenses d'investissement effectuées, afin de rembourser la dette, de poursuivre les acquisitions d'entreprises et/ou de redistribuer à ses actionnaires. La Société croit que cette mesure est couramment utilisée par les investisseurs et les analystes afin d'évaluer une entreprise et ses éléments d'actif sous-jacents.

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juill. 2018
(en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	79,5	130,3	(25,7)	112,7
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(53,5)	(32,3)	(77,4)	(54,7)
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :				
Acquisitions d'entreprises	—	—	1,3	0,1
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	26,0	98,0	(101,8)	58,1

1) Les flux de trésorerie disponibles pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 ont augmenté de 3,4 millions de dollars et de 6,6 millions de dollars, respectivement, du fait de l'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date. Il n'y a pas eu d'incidence sur les flux de trésorerie disponibles de l'exercice précédent.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Total de la dette et dette nette

Le total de la dette est défini comme la somme de la dette bancaire, de la dette à long terme, incluant la partie courante, et des obligations aux termes des contrats de location, incluant la partie courante, alors que la dette nette correspond au total de la dette duquel sont déduits la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La Société estime que le total de la dette et la dette nette constituent des indicateurs importants de son levier financier. La Société a commencé à inclure les obligations locatives dans le total de la dette et de la dette nette à compter de l'exercice 2019, conformément à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois close à cette date. Les chiffres des périodes comparatives n'ayant pas été révisés, ils pourraient ne pas être directement comparables.

	30 juin 2019	30 déc. 2018
(en millions de dollars)		
Dette à long terme et total de la dette bancaire	958,0	669,0
Obligations locatives	81,8	—
Total de la dette	1 039,8	669,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(50,6)	(46,7)
Dette nette	989,2	622,3

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

Ratio de levier financier de la dette nette

La Société définit le ratio de levier financier de la dette nette comme étant le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs. Le BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs reflète les acquisitions effectuées pendant la période comme si elles avaient eu lieu au début de cette période. La Société a établi une cible pour le ratio de levier financier de la dette nette qui équivaut à une ou deux fois le BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs. La Société utilise le ratio de levier financier de la dette nette pour mesurer son levier financier, et elle croit que certains investisseurs et analystes l'utilisent aussi à cette fin.

	30 juin 2019	30 déc. 2018
(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)		
BAIIA ajusté des douze derniers mois consécutifs	563,3	595,5
Ajustement pour tenir compte de l'élément suivant :		
Acquisitions d'entreprises	—	—
BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois consécutifs	563,3	595,5
Dette nette	989,2	622,3
Ratio de levier financier de la dette nette ¹⁾	1,8	1,0

1) Le ratio de levier financier de la dette nette au 30 juin 2019 a augmenté d'environ 0,1 du fait de l'adoption initiale de l'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date. Il n'y a pas eu d'incidence sur le ratio de levier financier de la dette nette de l'exercice précédent.

Certains légers écarts attribuables à des facteurs d'arrondissement existent entre les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et ce tableau sommaire.

LES VÊTEMENTS DE SPORT GILDAN INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars US) – non audité

	30 juin 2019	30 décembre 2018
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50 585 \$	46 657 \$
Créances clients	509 168	317 159
Impôt sur le résultat à recevoir	2 684	1 689
Stocks (note 4)	1 008 548	940 029
Charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants	73 568	77 377
Total des actifs courants	1 644 553	1 382 911
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	996 909	990 475
Actifs au titre de droits d'utilisation	71 343	—
Immobilisations incorporelles	386 488	393 573
Goodwill	227 865	227 362
Autres actifs non courants	10 648	10 275
Total des actifs non courants	1 693 253	1 621 685
Total des actifs	3 337 806 \$	3 004 596 \$
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer	366 492 \$	346 985 \$
Partie courante des obligations locatives (note 7 e))	13 031	—
Total des passifs courants	379 523	346 985
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 5)	958 000	669 000
Obligations locatives (note 7 e))	68 721	—
Impôt sur le résultat différé	13 170	12 623
Autres passifs non courants	37 018	39 916
Total des passifs non courants	1 076 909	721 539
Total des passifs	1 456 432	1 068 524
Capitaux propres		
Capital social	169 631	159 858
Surplus d'apport	41 437	32 490
Résultats non distribués	1 678 849	1 740 342
Cumul des autres éléments du résultat global	(8 543)	3 382
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société	1 881 374	1 936 072
Total des passifs et des capitaux propres	3 337 806 \$	3 004 596 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

LES VÊTEMENTS DE SPORT GILDAN INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT NET
ET DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars US, sauf les données par action) – non audité

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Ventes nettes (note 13)	801 635 \$	764 193 \$	1 425 570 \$	1 411 461 \$
Coût des ventes	578 843	548 252	1 042 038	1 019 738
Bénéfice brut	222 792	215 941	383 532	391 723
Charges de vente et charges générales et administratives	92 030	92 062	185 019	184 937
Perte de valeur des créances clients (note 7 c))	371	(128)	24 794	72
Coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions (note 6)	16 272	2 993	26 872	9 374
Bénéfice opérationnel	114 119	121 014	146 847	197 340
Charges financières, montant net (note 7 b))	10 609	8 007	19 741	13 241
Bénéfice avant l'impôt sur le résultat	103 510	113 007	127 106	184 099
Charge d'impôt sur le résultat	3 824	3 979	4 692	7 192
Bénéfice net	99 686	109 028	122 414	176 907
Autres éléments du résultat global, après déduction de l'impôt sur le résultat connexe (note 9)				
Couvertures de flux de trésorerie	(17 730)	10 785	(11 925)	14 311
Résultat global	81 956 \$	119 813 \$	110 489 \$	191 218 \$
Bénéfice par action (note 10)				
De base	0,49 \$	0,51 \$	0,59 \$	0,82 \$
Dilué	0,49 \$	0,51 \$	0,59 \$	0,82 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

LES VÊTEMENTS DE SPORT GILDAN INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Périodes de six mois closes les 30 juin 2019 et 1^{er} juillet 2018
(en milliers ou en milliers de dollars US) – non audité

	Capital social		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant				
Solde au 30 décembre 2018	206 732	159 858 \$	32 490 \$	3 382 \$	1 740 342 \$	1 936 072 \$
Ajustements relatifs à l'adoption de nouvelles normes comptables (note 2 d))	—	—	—	—	(2 176)	(2 176)
Solde ajusté au 31 décembre 2018	206 732	159 858	32 490	3 382	1 738 166	1 933 896
Rémunération fondée sur des actions	—	—	12 314	—	—	12 314
Actions émises aux termes du régime d'achat d'actions des membres du personnel	23	817	—	—	—	817
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	407	11 508	(3 115)	—	—	8 393
Actions émises ou distribuées à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions incessibles	11	275	(754)	—	—	(479)
Actions rachetées à des fins d'annulation	(3 494)	(2 827)	—	—	(125 614)	(128 441)
Dividendes déclarés	—	—	502	—	(56 117)	(55 615)
Transactions avec les actionnaires de la Société comptabilisées directement dans les capitaux propres	(3 053)	9 773	8 947	—	(181 731)	(163 011)
Couvertures de flux de trésorerie (note 9)	—	—	—	(11 925)	—	(11 925)
Bénéfice net	—	—	—	—	122 414	122 414
Résultat global	—	—	—	(11 925)	122 414	110 489
Solde au 30 juin 2019	203 679	169 631 \$	41 437 \$	(8 543) \$	1 678 849 \$	1 881 374 \$
Solde au 31 décembre 2017	219 199	159 170 \$	25 208 \$	13 540 \$	1 853 457 \$	2 051 375 \$
Ajustements relatifs à l'adoption de nouvelles normes comptables	—	—	—	—	(1 515)	(1 515)
Solde ajusté au 1 ^{er} janvier 2018	219 199	159 170	25 208	13 540	1 851 942	2 049 860
Rémunération fondée sur des actions	—	—	7 307	—	—	7 307
Actions émises aux termes du régime d'achat d'actions des membres du personnel	29	860	—	—	—	860
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	30	812	(255)	—	—	557
Actions rachetées à des fins d'annulation	(10 230)	(7 468)	—	—	(290 671)	(298 139)
Dividendes déclarés	—	—	394	—	(48 483)	(48 089)
Transactions avec les actionnaires de la Société comptabilisées directement dans les capitaux propres	(10 171)	(5 796)	7 446	—	(339 154)	(337 504)
Couvertures de flux de trésorerie (note 9)	—	—	—	14 311	—	14 311
Bénéfice net	—	—	—	—	176 907	176 907
Résultat global	—	—	—	14 311	176 907	191 218
Solde au 1 ^{er} juillet 2018	209 028	153 374 \$	32 654 \$	27 851 \$	1 689 695 \$	1 903 574 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

LES VÊTEMENTS DE SPORT GILDAN INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars US) – non audité

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Bénéfice net	99 686 \$	109 028 \$	122 414 \$	176 907 \$
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (note 11 a))	61 441	55 899	107 718	101 058
	161 127	164 927	230 132	277 965
Variations des soldes hors trésorerie du fonds de roulement				
Créances clients	(114 647)	(34 969)	(191 598)	(144 795)
Impôt sur le résultat	(587)	(1 646)	(1 029)	(478)
Stocks	(4 350)	14 936	(71 510)	(29 126)
Charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants	(3 969)	(11 166)	(4 730)	(12 373)
Créditeurs et charges à payer	41 933	(1 759)	13 045	21 516
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	79 507	130 323	(25 690)	112 709
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Achat d'immobilisations corporelles	(53 569)	(31 101)	(73 358)	(52 484)
Achat d'immobilisations incorporelles	(2 352)	(11 885)	(5 394)	(12 908)
Acquisitions d'entreprises	—	—	(1 300)	(99)
Produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles	2 387	10 715	2 656	10 769
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(53 534)	(32 271)	(77 396)	(54 722)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation des montants prélevés aux termes des facilités de crédit bancaire à long terme	70 000	125 000	289 000	270 000
Paieement au titre des obligations locatives	(3 389)	—	(6 628)	—
Dividendes versés	(27 756)	(23 026)	(55 615)	(48 089)
Produit tiré de l'émission d'actions	2 236	415	8 654	1 336
Rachat et annulation d'actions	(97 404)	(209 177)	(128 441)	(291 702)
Rachats d'actions en vue du règlement d'UAI visant des actions émises	—	(594)	—	(594)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(56 313)	(107 382)	106 970	(69 049)
Incidence des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises	(55)	(711)	44	(308)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(30 395)	(10 041)	3 928	(11 370)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	80 980	51 466	46 657	52 795
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	50 585 \$	41 425 \$	50 585 \$	41 425 \$
Sommes versées en trésorerie au cours de la période au titre de ce qui suit (comprises dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles)				
Intérêts	7 204 \$	5 239 \$	16 002 \$	10 826 \$
Impôt sur le résultat, déduction faite des remboursements	4 485	4 374	6 008	5 187

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 11).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉ)

Pour la période close le 30 juin 2019

(Les montants des tableaux sont en milliers ou en milliers de dollars américains, sauf les données par action, à moins d'indication contraire)

1. ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les Vêtements de Sport Gildan Inc. (la « Société » ou « Gildan ») est située au Canada et a été constituée en société en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a pour principale activité commerciale la confection et la vente de vêtements de sport, d'articles chaussants et de sous-vêtements. L'exercice de la Société prend fin le dimanche le plus près du 31 décembre de chaque année.

Le siège social de la Société est situé au 600, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 3300, Montréal (Québec). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et pour les périodes de trois mois et de six mois closes à cette date comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. La Société est une entité ouverte inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole GIL.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice 2018. La Société a utilisé les mêmes méthodes comptables dans la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités que celles décrites à la note 3 afférente à ses plus récents états financiers consolidés annuels, à l'exception de l'adoption de nouvelles normes en vigueur depuis le 31 décembre 2018 comme le décrivent la note 2 d) plus loin.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la Société en date du 31 juillet 2019.

b) Caractère saisonnier des activités

Les ventes nettes de la Société sont soumises à des variations saisonnières. Les ventes nettes sont historiquement les plus élevées aux deuxième et troisième trimestres.

c) Secteurs opérationnels

La Société a une division opérationnelle qui centralise les fonctions de la haute direction, ainsi que de commercialisation, de merchandising, de ventes, de distribution et d'administration. Par conséquent, la Société a un seul secteur à présenter aux fins de l'information financière.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT (suite)

d) Première application de nouvelles normes comptables et interprétations pour la période de présentation de l'information financière

Le 31 décembre 2018, la Société a adopté les nouvelles normes comptables et interprétations suivantes :

Contrats de location

L'IFRS 16, *Contrats de location*, précise la manière dont une entité est tenue de comptabiliser, d'évaluer et de présenter les contrats de location et de fournir des informations à leur sujet. La norme contient un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation qui se rapporte au droit d'utiliser le bien sous-jacent ainsi qu'un passif au titre de son obligation d'effectuer les paiements de loyers (l'« obligation locative ») pour tous les contrats de location, sauf si la Société fait le choix d'exclure les contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur monétaire. Les bailleurs classent toujours les contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple, car la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée aux termes de l'IFRS 16 par rapport à la norme précédente, l'IAS 17. La méthode comptable de la Société aux termes de l'IFRS 16 est la suivante :

À la date de passation d'un contrat, la Société évalue si un contrat est un contrat de location ou s'il en contient un en déterminant si ce contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative ajusté en fonction de tout paiement de loyer effectué au plus tard à la date de début, majoré de tous les coûts directs initiaux engagés et des coûts estimatifs de démantèlement et d'enlèvement de l'actif sous-jacent ou de restauration de l'actif sous-jacent ou du site sur lequel il est situé, moins tout incitatif à la location reçu.

L'actif au titre du droit d'utilisation est ensuite amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de la date de début jusqu'à la fin de la durée de vie utile de l'actif au titre du droit d'utilisation ou de la durée du contrat de location, selon la première de ces dates. La durée du contrat de location comprend la prise en compte d'une option de renouvellement ou de résiliation si la Société est raisonnablement certaine d'exercer cette option. La durée des contrats de location varie de 1 an à 15 ans pour les installations de fabrication, de vente, de distribution et d'administration. De plus, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement diminué des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers qui ne sont pas payés à la date de début, puis actualisée en utilisant le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si celui-ci ne peut pas être déterminé, au moyen du taux d'emprunt marginal de la Société. En règle générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation. Les paiements de loyers comprennent principalement des paiements fixes (y compris en substance) et des paiements de loyer variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux. Les paiements de loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux ne sont pas inclus dans l'évaluation de l'obligation locative. L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs découlant d'une variation d'un indice ou d'un taux, ou si la Société modifie son évaluation quant à l'exercice d'une option d'achat, de prorogation ou de résiliation. Lorsque l'obligation locative est ainsi réévaluée, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été réduite à zéro.

La Société a choisi de recourir à une mesure de simplification consistant à ne pas comptabiliser l'actif au titre du droit d'utilisation et l'obligation locative se rapportant aux contrats de location à court terme d'une durée égale ou inférieure à 12 mois et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyers versés aux termes de ces contrats de location sont inscrits en tant que charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT (suite)

d) Première application de nouvelles normes comptables et interprétations pour la période de présentation de l'information financière (suite)

Aux termes de l'IAS 17, *Contrats de location*, et de l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, la méthode comptable de la Société était la suivante :

Les contrats de location aux termes desquels la Société n'assume pas une part importante des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location simple. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple (après déduction de tout avantage consenti par le bailleur) sont portés au bénéfice net selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Les contrats de location d'immobilisations corporelles aux termes desquels la Société conserve la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif au début de la période de location à un montant égal à la juste valeur des biens loués ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations corporelles acquises aux termes de contrats de location-financement sont amorties sur la plus courte de leur durée d'utilité et de la durée du contrat de location.

Déterminer si un accord contient un contrat de location

Au commencement d'un accord, lorsque la Société reçoit le droit d'utiliser un actif, elle détermine si cet accord est, ou contient, un contrat de location. Un actif spécifique fait l'objet d'un contrat de location si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation de l'actif spécifié. Un accord confère le droit d'utiliser l'actif si l'accord confère à la Société le droit de contrôler l'utilisation de l'actif sous-jacent.

Incidence de la transition à l'IFRS 16

Avec prise d'effet le 31 décembre 2018 (date de première application), la Société a adopté l'IFRS 16 selon une approche rétrospective modifiée. En conséquence, les chiffres comparatifs au 30 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date et pour les trois mois et les six mois clos le 1^{er} juillet 2018 n'ont pas été retraités et continuent à être présentés selon l'IAS 17 et l'IFRIC 4.

La Société a choisi de recourir à une mesure de simplification consistant à accorder des droits acquis à l'évaluation des transactions qui sont des contrats de location à la date de la première application, tels qu'ils ont précédemment été évalués selon l'IAS 17 et l'IFRIC 4. La Société a appliqué la définition de contrat de location aux termes de l'IFRS 16 aux contrats conclus ou modifiés le 31 décembre 2018 ou après cette date.

Lors de la transition, la Société a eu recours aux mesures de simplification suivantes au moment de l'application de l'IFRS 16 aux contrats de location précédemment classés comme des contrats de location simple selon l'IAS 17 : elle a appliqué un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires; elle a appliqué l'exemption visant à ne pas comptabiliser les actifs et passifs au titre du droit d'utilisation pour les contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois; elle a utilisé de l'information rétrospective pour déterminer la durée du contrat de location si celui-ci comportait des options de prorogation ou de résiliation; et elle s'est fondée sur des évaluations antérieures pour déterminer si les contrats de location étaient déficitaires conformément à l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, juste avant leur date de première application, comme solution de rechange à un test de dépréciation.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT (suite)

d) Première application de nouvelles normes comptables et interprétations pour la période de présentation de l'information financière (suite)

Lors de l'application de l'approche de transition rétrospective modifiée, pour les contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location simple selon l'IAS 17 et l'IFRIC 4, à la première application, le preneur est autorisé à évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation, contrat par contrat, en utilisant l'une des deux méthodes suivantes : 1) comme si l'IFRS 16 avait toujours été appliquée, en utilisant le taux d'emprunt marginal à la date de première application; ou 2) à un montant égal à l'obligation locative (sous réserve de certains ajustements). La Société a appliqué la première option à certains contrats de location, ce qui a donné lieu à une diminution de la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application comparativement à l'obligation locative au titre de ces contrats. Pour les autres contrats de location, la Société a comptabilisé les actifs au titre de droits d'utilisation en fonction de l'obligation locative correspondante. De plus, des crédits différés au titre des contrats de location de 1,9 million de dollars (se rapportant aux incitatifs à la location) qui étaient comptabilisés dans les créditeurs et charges à payer ont été décomptabilisés et un ajustement transitoire correspondant a été apporté aux résultats non distribués à la date de transition, par suite de l'adoption de l'IFRS 16, et un montant de 1,2 million de dollars au titre des loyers payés d'avance qui était comptabilisé dans les charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants à l'état consolidé de la situation financière au 30 décembre 2018 a été transféré à l'actif au titre du droit d'utilisation comptabilisé.

En s'appuyant sur l'évaluation antérieure visant à déterminer si des contrats de location étaient déficitaires conformément à l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, effectuée immédiatement avant la date de première application plutôt que de procéder à un test de dépréciation, le preneur ajuste la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application en fonction de la valeur comptable de la provision pour les contrats de location déficitaires comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière immédiatement avant la date de première application. La Société a appliqué cette mesure de simplification à la date de première application, ce qui a entraîné une réduction de 4,6 millions de dollars de la provision pour les contrats de location déficitaires (auparavant comptabilisée dans les autres passifs non courants) et une réduction correspondante de la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation pour les contrats de location connexes.

Par conséquent, au 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé des obligations locatives de 87,9 millions de dollars, des actifs au titre de droits d'utilisation de 78,1 millions de dollars, un investissement net de 2,4 millions de dollars dans un contrat de sous-location (comptabilisé dans les autres actifs) et une réduction nette de 2,2 millions de dollars du solde d'ouverture des résultats non distribués. Lors de l'évaluation des obligations locatives, la Société a actualisé les paiements de loyers futurs en utilisant son taux d'emprunt marginal au 31 décembre 2018. Le taux moyen pondéré appliqué était de 3,89 %. Au cours des périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019, la Société a respectivement constaté une perte de valeur de 3,2 millions de dollars et de 6,5 millions de dollars liée aux actifs au titre de droits d'utilisation et des sommes de 0,8 million de dollars et de 1,6 million de dollars liées à l'accroissement des intérêts sur les obligations locatives actualisées en raison de l'adoption de l'IFRS 16.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT (suite)

d) Première application de nouvelles normes comptables et interprétations pour la période de présentation de l'information financière (suite)

Le tableau suivant présente un rapprochement des engagements de la Société au titre des contrats de location simple au 30 décembre 2018, tels qu'ils ont été présentés dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, avec les obligations locatives comptabilisées lors de la première application de l'IFRS 16 le 31 décembre 2018 :

Engagements non actualisés au titre de contrats de location simple au 30 décembre 2018	113 287 \$
Exemption relative à la comptabilisation des contrats de location à court terme	(6 930)
Résiliation et renouvellement des options que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer, montant net	(1 888)
Autres	(460)
Incidence de l'actualisation au moyen du taux d'emprunt marginal au 31 décembre 2018	(16 129)
Obligations locatives au 31 décembre 2018	87 880 \$

Incertitude relative aux traitements fiscaux

L'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, clarifie l'application des dispositions de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. L'interprétation aborde la question de savoir si une entité doit considérer les traitements fiscaux incertains séparément, les hypothèses qu'une entité devrait poser au sujet de l'examen des traitements fiscaux effectué par les autorités fiscales, la manière dont une entité devrait déterminer le bénéfice imposable et les pertes fiscales, les bases d'imposition, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt, ainsi que la façon dont une entité considère des changements dans les faits et les circonstances dans le cadre de ces déterminations. L'adoption de l'IFRIC 23 n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société à la date d'adoption.

3. NORMES COMPTABLES NOUVELLES ET MODIFIÉES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ APPLIQUÉES

Modifications à l'IFRS 3, Regroupements d'entreprises

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Les modifications clarifient la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une opération doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou comme une acquisition d'actifs. Les modifications s'appliquent aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est égale ou postérieure au début de la première période de présentation de l'information financière annuelle ouverte à compter du 1^{er} janvier 2020.

4. STOCKS

	30 juin 2019	30 décembre 2018
Matières premières et stocks de pièces de rechange	161 640 \$	151 600 \$
Travaux en cours	76 876	67 903
Produits finis	770 032	720 526
	1 008 548 \$	940 029 \$

5. DETTE À LONG TERME

	Taux d'intérêt effectif ¹⁾	Montant en principal		Date d'échéance
		30 juin 2019	30 décembre 2018	
Facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1 % et 2 % ²⁾	3,7 %	358 000 \$	69 000 \$	Avril 2024
Prêt à terme, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart se situant entre 1 % et 2 %, payable mensuellement ³⁾	2,9 %	300 000	300 000	Avril 2024
Effets à payer, portant intérêt à un taux fixe de 2,70 % payable semestriellement ⁴⁾	2,7 %	100 000	100 000	Août 2023
Effets à payer, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart de 1,53 % payable trimestriellement ⁴⁾	2,7 %	50 000	50 000	Août 2023
Effets à payer, portant intérêt à un taux fixe de 2,91 % payable semestriellement ⁴⁾	2,9 %	100 000	100 000	Août 2026
Effets à payer, portant intérêt au taux variable du LIBOR américain majoré d'un écart de 1,57 % payable trimestriellement ⁴⁾	2,9 %	50 000	50 000	Août 2026
		958 000 \$	669 000 \$	

- 1) Représente le taux d'intérêt effectif annualisé pour la période de six mois close le 30 juin 2019, incluant l'incidence sur la trésorerie des swaps de taux d'intérêt, le cas échéant.
- 2) La facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable non garantie de 1 milliard de dollars de la Société prévoit une prorogation annuelle, sous réserve de l'approbation des prêteurs. L'écart ajouté au taux d'intérêt variable du LIBOR américain est fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA, tel que défini dans la convention relative à la facilité de crédit. De plus, un montant de 13,4 millions de dollars (13,4 millions de dollars au 30 décembre 2018) a été affecté à cette facilité pour couvrir diverses lettres de crédit.
- 3) Le contrat de prêt non garanti est non renouvelable et peut être remboursé par anticipation en totalité ou en partie en tout temps, sans pénalité. L'écart ajouté au taux d'intérêt variable du LIBOR américain est fonction du ratio de la dette nette totale au BAIIA, tel que défini dans la convention relative à la facilité de crédit.
- 4) Les effets non garantis d'un principal global de 300 millions de dollars émis auprès d'investisseurs qualifiés sur le marché des placements privés aux États-Unis peuvent être remboursés par anticipation en totalité ou en partie en tout temps, sous réserve du paiement d'une pénalité pour remboursement anticipé comme le prévoit la convention d'achat d'effets.

En mars 2019, la Société a modifié sa facilité de crédit bancaire à long terme renouvelable non garantie de 1 milliard de dollars et son contrat de prêt non garanti de 300 millions de dollars pour en proroger la date d'échéance d'avril 2023 à avril 2024.

Aux termes de la facilité renouvelable, du prêt à terme et des effets, la Société est tenue de se conformer à certaines clauses restrictives, notamment le maintien de ratios financiers. En date du 30 juin 2019, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives.

6. COÛTS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS CONNEXES À DES ACQUISITIONS

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Indemnités de départ et coûts relatifs aux avantages du personnel	5 733 \$	630 \$	7 129 \$	5 267 \$
Coûts de sortie, de relocalisation et autres coûts (Profit net) perte nette à la sortie d'immobilisations	6 446	2 162	9 285	3 906
relativement à des activités de sortie	(123)	128	(123)	87
Réduction de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation	4 202	—	10 567	—
Coûts de transaction connexes à des acquisitions	14	73	14	114
	16 272 \$	2 993 \$	26 872 \$	9 374 \$

6. COÛTS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS CONNEXES À DES ACQUISITIONS (suite)

Les coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions pour la période de six mois close le 30 juin 2019 se rapportent principalement aux éléments suivants : un montant de 6,0 millions de dollars lié à la sortie d'activités de recyclage de fils, y compris la sortie prévue de matériel de recyclage de fils; un montant de 5,5 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de fabrication d'articles chaussants au Canada; un montant de 5,4 millions de dollars lié au regroupement des activités de couture, principalement au Honduras; un montant de 2,6 millions de dollars lié à la fermeture d'une installation de filature aux États-Unis; un montant de 1,4 million de dollars lié à la fermeture d'un bureau administratif aux États-Unis; un montant de 1,4 million de dollars lié à la fermeture d'un centre de distribution aux États-Unis; et un montant de 4,6 millions de dollars lié à d'autres coûts se rapportant à l'achèvement des activités de restructuration amorcées à l'exercice 2018, dont la fermeture de l'installation de fabrication de textile d'AKH et le regroupement des centres de distribution aux États-Unis.

Les coûts de restructuration et autres coûts connexes à des acquisitions pour la période de six mois close le 1^{er} juillet 2018 étaient principalement liés aux éléments suivants : un montant de 3,9 millions de dollars lié à la réorganisation structurelle interne de la Société, y compris les coûts liés aux indemnités de départ, les honoraires juridiques et les autres honoraires professionnels; un montant de 2,3 millions de dollars lié à la consolidation des centres de distribution de la Société aux États-Unis à la suite de l'acquisition d'American Apparel, d'Alstyle et de Peds; un montant de 1,3 million de dollars lié à la consolidation des activités de teinture de vêtements acquises dans le cadre de l'acquisition de Comfort Colors; et un montant de 1,9 million de dollars lié à d'autres coûts, notamment à l'achèvement de l'intégration des acquisitions réalisées au cours des exercices précédents.

7. AUTRES INFORMATIONS

a) Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Amortissement des immobilisations corporelles	31 624 \$	31 012 \$	62 715 \$	63 416 \$
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	3 150	—	6 472	—
Ajustement au titre de la variation de l'amortissement incluse dans les stocks à l'ouverture et à la clôture de la période	4 077	3 968	2 991	6 567
Amortissement des immobilisations incorporelles, en excluant les logiciels	3 924	5 841	9 441	11 181
Amortissement des logiciels	1 290	1 132	2 511	2 230
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles compris dans le bénéfice net	44 065 \$	41 953 \$	84 130 \$	83 394 \$

Au 30 juin 2019, les immobilisations corporelles comprennent une tranche de 22,6 millions de dollars (57,6 millions de dollars au 30 décembre 2018) de bâtiments et de matériel non encore disponibles pour être utilisés dans le cadre des activités. Au 30 juin 2019, les immobilisations incorporelles comprennent un montant de 7,8 millions de dollars (5,9 millions de dollars au 30 décembre 2018) au titre de logiciels non encore disponibles pour être utilisés dans le cadre des activités. Ces actifs ne sont amortis qu'à partir du moment où ils sont prêts pour utilisation.

7. AUTRES INFORMATIONS (suite)

b) Charges financières, montant net

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Charges d'intérêts sur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti ¹⁾	7 447 \$	6 002 \$	14 341 \$	10 496 \$
Charges bancaires et autres charges financières	1 859	1 791	3 725	3 531
Accroissement des intérêts sur les obligations locatives actualisées	796	—	1 627	—
Accroissement des intérêts sur les provisions actualisées	72	75	143	149
Perte (profit) de change	435	139	(95)	(935)
	10 609 \$	8 007 \$	19 741 \$	13 241 \$

1) Déduction faite des coûts d'emprunt inscrits à l'actif de 0,2 million de dollars (0,3 million de dollars en 2018) et de 0,3 million de dollars (0,6 million de dollars en 2018) pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019, respectivement.

c) Créances clients

Ventes de créances clients

Au 30 juin 2019, les créances clients traitées aux termes d'un contrat d'achat de créances s'élevaient à 100,1 millions de dollars (117,0 millions de dollars au 30 décembre 2018). Le contrat d'achat de créances, qui permet la vente de créances clients d'un maximum de 175 millions de dollars à la fois, vient à échéance le 22 juin 2020, sous réserve de prorogations annuelles. La Société conserve les responsabilités liées au traitement de créances client, y compris le recouvrement, mais ne conserve aucun risque de crédit relativement à toute créance client qui a été vendue. La différence entre la valeur comptable des créances vendues aux termes du contrat et la contrepartie en trésorerie reçue au moment du transfert s'élevait respectivement à 0,8 million de dollars (0,6 million de dollars en 2018) et à 1,5 million de dollars (1,0 million de dollars en 2018) pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019, et a été comptabilisée dans les charges bancaires et autres charges financières.

Perte de valeur des créances clients

La perte de valeur des créances clients s'est établie respectivement à 0,4 million de dollars (recouvrement de 0,1 million de dollars en 2018) et à 24,8 millions de dollars (0,1 million de dollars en 2018) pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019. La perte de valeur des créances clients pour la période de six mois close le 30 juin 2019 était principalement composée d'une charge de 21,7 millions de dollars se rapportant à la mise sous séquestre et à la liquidation de l'un des clients de la distribution de la Société aux États-Unis. La perte de valeur des créances clients a été présentée séparément à l'état du résultat net (elle était auparavant incluse dans les charges de vente et charges générales et administratives), et les périodes correspondantes ont été retraitées de façon à respecter cette méthode de présentation.

d) Transactions entre parties liées

Pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019, la Société a engagé respectivement des dépenses liées à l'utilisation d'un avion de 0,3 million de dollars (0,4 million de dollars en 2018) et de 0,7 million de dollars (0,8 million de dollars en 2018) auprès d'une société contrôlée par le président et chef de la direction de la Société. Les paiements relatifs à ces dépenses sont effectués conformément aux modalités de l'entente conclue par les parties liées.

7. AUTRES INFORMATIONS (suite)

e) Contrats de location

Les contrats de location de la Société portent principalement sur des installations de fabrication, de vente, de distribution et d'administration.

Le tableau suivant présente les obligations locatives comptabilisées à l'état de la situation financière au 30 juin 2019 :

	30 juin 2019
Courantes	13 031 \$
Non courantes	68 721
	81 752 \$

La location de certaines installations comprend des options de prorogation ou de résiliation que la Société peut exercer avant la fin de la période contractuelle non résiliable. La Société a fait preuve de jugement pour déterminer la durée des contrats de location avec options de renouvellement et de résiliation et a inclus ces options dans l'évaluation des obligations locatives lorsqu'elle est raisonnablement certaine de les exercer. La Société réévalue s'il est raisonnablement certain qu'elle exercera les options en cas d'événement important ou de changement important de circonstances ayant une incidence sur les évaluations initiales effectuées. Au 30 juin 2019, les paiements de loyers futurs potentiels non actualisés liés aux options de renouvellement qui n'étaient pas inclus dans l'évaluation des obligations locatives s'élevaient à 55,2 millions de dollars.

Le tableau suivant présente les paiements de loyers minimaux futurs en vertu des contrats de location non résiliables (y compris les contrats de location à court terme) au 30 juin 2019 :

	30 juin 2019
Moins de un an	20 013 \$
De un à cinq ans	44 576
Plus de cinq ans	36 089
	100 678 \$

Pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019, les charges liées aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur étaient respectivement de 0,9 million de dollars et de 1,8 million de dollars.

Le total des sorties de fonds liées aux contrats de location (y compris les intérêts) pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 s'est élevé respectivement à 4,2 millions de dollars et à 8,3 millions de dollars, dont une tranche de 3,4 millions de dollars et de 6,6 millions de dollars, respectivement, au titre des sorties de fonds liées aux activités de financement.

8. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Instruments financiers – valeurs comptables et justes valeurs

Les valeurs comptables ainsi que les justes valeurs des actifs et des passifs financiers figurant à l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière non audité se présentaient comme suit :

	30 juin 2019	30 décembre 2018
Actifs financiers		
Coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50 585 \$	46 657 \$
Créances clients	509 168	317 159
Actifs financiers inclus dans les charges payées d'avance, acomptes et autres actifs courants	40 166	39 789
Créances à long terme autres que les créances clients, comprises dans les autres actifs non courants	4 209	2 771
Actifs financiers dérivés inclus dans les charges payées d'avance, les acomptes et les autres actifs courants	10 029	17 792
Passifs financiers		
Coût amorti		
Créditeurs et charges à payer ¹⁾	351 581	332 543
Dettes à long terme – portant intérêt à des taux variables	758 000	469 000
Dettes à long terme – portant intérêt à des taux fixes ²⁾	200 000	200 000
Instruments financiers dérivés inclus dans les créditeurs et charges à payer	14 911	14 442

1) Les créditeurs et charges à payer comprennent des soldes à payer de 52,7 millions de dollars (33,0 millions de dollars au 30 décembre 2018) aux termes d'ententes de financement de la chaîne d'approvisionnement (affacturage inversé) conclues avec une institution financière, en vertu desquelles les montants que la Société doit à certains fournisseurs peuvent être recouverts par ces derniers auprès d'une institution financière avant leur échéance initiale. Ces soldes sont classés dans les créditeurs et charges à payer et les paiements connexes, dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, étant donné que l'objectif principal de l'entente est de fournir du financement au fournisseur et non pas à la Société, que l'entente ne prolonge pas de façon importante les modalités de paiement au-delà des modalités normales convenues avec les autres fournisseurs et qu'aucun report supplémentaire ou sûreté spéciale porté en garantie de ces paiements n'est inclus dans l'entente.

2) La juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à des taux fixes s'élevait à 202,8 millions de dollars au 30 juin 2019 (189,5 millions de dollars au 30 décembre 2018).

Actifs et passifs financiers à court terme

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers à court terme se rapprochait de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments, car ils portent intérêt à des taux variables ou parce que les modalités s'y rattachant sont comparables à celles du marché actuel pour des instruments similaires.

Actifs non courants et dette à long terme portant intérêt à des taux variables

La juste valeur des créances à long terme autres que les créances clients, comprises dans les autres actifs non courants, et de la dette à long terme portant intérêt à des taux variables de la Société, se rapproche également de leur valeur comptable respective, car les taux d'intérêt utilisés pour évaluer leur valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels sur le marché.

Dettes à long terme portant intérêt à des taux fixes

La juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à des taux fixes est déterminée au moyen de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés et en utilisant des taux d'actualisation basés sur le rendement à l'échéance pour des émissions similaires. La juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à des taux fixes a été évaluée en fonction des données du niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs. Pour déterminer la juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à des taux fixes, la Société prend en compte le risque de crédit qui lui est propre et le risque de crédit des autres parties.

8. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés (dont la plupart sont désignés comme instruments de couverture efficaces) sont composés de contrats à terme, de contrats d'option et de contrats de swap liés aux devises et aux marchandises, ainsi que de swaps de taux d'intérêt variable-fixe, afin de fixer les taux d'intérêt variables d'une portion désignée des emprunts aux termes du contrat de prêt et des billets non garantis. La juste valeur de ces contrats à terme est évaluée au moyen d'une technique d'évaluation généralement acceptée, soit la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance selon le taux inscrit au contrat et la valeur du contrat à l'échéance selon le taux qu'une contrepartie utiliserait pour renégocier les mêmes modalités de contrat à la date d'évaluation dans les conditions actuelles. La juste valeur des contrats d'option est évaluée au moyen de modèles d'évaluation des options utilisant diverses données combinant des cours du marché et des données corroborées par le marché, incluant des estimations relatives à la volatilité et des écarts de crédit ajustés en fonction des options. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée en fonction des données de marché, en évaluant la différence entre le taux fixe du marché et la courbe à terme pour les taux d'intérêt variables applicables.

La Société détient également un swap sur le rendement total (« SRT ») en cours, destiné à diminuer les variations du bénéfice net associé aux unités d'actions différées qui sont réglées en trésorerie. Le SRT n'est pas désigné comme un instrument de couverture et, par conséquent, l'ajustement de la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière est comptabilisé dans les charges de vente et charges générales et administratives. La juste valeur du SRT est évaluée selon le cours des actions ordinaires de la Société, chaque date de clôture. Le SRT a une durée de un an, peut être prorogé annuellement et le contrat permet une résiliation anticipée au gré de la Société. Au 30 juin 2019, le montant nominal du SRT en cours s'élevait à 261 787 actions.

Les instruments financiers dérivés ont été évalués en fonction des données du niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs. Pour déterminer la juste valeur des instruments financiers dérivés, la Société prend en compte le risque de crédit qui lui est propre et le risque de crédit des autres parties.

9. AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Profit net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Risque de change	1 392 \$	4 460 \$	3 658 \$	3 642 \$
Risque marchandises associé aux prix	(15 252)	11 873	(9 026)	11 174
Risque de taux d'intérêt	(5 660)	1 025	(9 362)	4 612
Impôt sur le résultat	(14)	(44)	(37)	(37)
Montants reclassés des autres éléments du résultat global aux stocks, relativement au risque marchandises associé aux prix	3 992	(5 045)	6 144	(5 103)
Montants reclassés des autres éléments du résultat global au bénéfice net, relativement au risque de change, et inclus dans ce qui suit :				
Ventes nettes	(1 954)	5	(3 037)	1 788
Coût des ventes	(139)	(87)	(167)	(153)
Charges de vente et charges générales et administratives	199	(6)	360	(499)
Charges financières, montant net	(316)	(1 399)	(491)	(1 101)
Impôt sur le résultat	22	3	33	(12)
Autres éléments du résultat global	(17 730) \$	10 785 \$	(11 925) \$	14 311 \$

9. AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (suite)

La variation de l'élément valeur temps des contrats d'option et des contrats de swap désignés comme couvertures de flux de trésorerie pour réduire l'exposition aux variations des prix des marchandises n'était pas significative pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 et les périodes de trois mois et de six mois closes le 1^{er} juillet 2018.

La variation de l'élément à terme des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie pour réduire le risque de change n'était pas significative pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 et les périodes de trois mois et de six mois closes le 1^{er} juillet 2018.

Aucune partie inefficace n'a été comptabilisée dans le bénéfice net pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2019 et les périodes de trois mois et de six mois closes le 1^{er} juillet 2018.

Au 30 juin 2019, le cumul des autres éléments du résultat global de 8,5 millions de dollars comprenait des pertes nettes différées sur les contrats à terme, les contrats d'option et les contrats de swap liés aux marchandises de 12,8 millions de dollars, des profits nets différés sur les contrats de swap de taux d'intérêt de 2,9 millions de dollars et des profits nets différés sur les contrats de change à terme de 1,4 million de dollars. Une tranche d'environ 7,5 millions de dollars des pertes nettes présentées dans le cumul des autres éléments du résultat global devrait être reclassée dans les stocks ou dans le bénéfice net au cours des douze prochains mois.

10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action :

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Bénéfice net – de base et dilué	99 686 \$	109 028 \$	122 414 \$	176 907 \$
Bénéfice de base par action				
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	204 960	212 477	205 778	215 509
Bénéfice de base par action	0,49 \$	0,51 \$	0,59 \$	0,82 \$
Bénéfice dilué par action				
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	204 960	212 477	205 778	215 509
Plus l'effet dilutif des options sur actions, des UAI visant des actions nouvelles et des actions ordinaires détenues en fiducie	560	245	512	279
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	205 520	212 722	206 290	215 788
Bénéfice dilué par action	0,49 \$	0,51 \$	0,59 \$	0,82 \$

Pour la période de trois mois close le 30 juin 2019, aucune option sur actions (1 478 962 en 2018) et aucune UAI visant des actions nouvelles (19 933 en 2018) n'étaient réputées être antidilutives et avaient été exclues du calcul ci-dessus. Pour la période de six mois close le 30 juin 2019, 282 737 options sur actions (1 478 962 en 2018) étaient réputées être antidilutives et avaient été exclues du calcul ci-dessus.

11. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

a) Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (note 7 a))	44 065 \$	41 953 \$	84 130 \$	83 394 \$
Charges de restructuration liées aux immobilisations corporelles (note 6)	4 079	128	10 444	87
Perte à la sortie d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	176	190	588	492
Rémunération fondée sur des actions	7 715	5 056	12 391	8 569
Impôt sur le résultat différé	(280)	1 193	(540)	2 187
Profit net latent sur change et sur dérivés financiers	(501)	(245)	(2 147)	(850)
Écarts temporaires entre le règlement de dérivés financiers et le transfert des pertes et des profits différés dans le cumul des autres éléments du résultat global aux stocks et au bénéfice net	(903)	7 307	(1 036)	6 241
Autres actifs non courants	3 946	(577)	2 055	(686)
Autres passifs non courants	3 144	894	1 833	1 624
	61 441 \$	55 899 \$	107 718 \$	101 058 \$

b) Variations des transactions sans effet de trésorerie

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Actions rachetées à des fins d'annulation incluses dans les créiteurs et charges à payer	— \$	274 \$	— \$	(6 437) \$
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles comprises dans les créiteurs et charges à payer	9 907	5 217	8 255	5 014
Produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles compris dans les autres actifs courants	491	(772)	51	(772)
Ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation compris dans les obligations locatives	837	—	837	—
Incidence de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 2 d))	(1 021)	—	(2 176)	(1 515)
Valeur attribuée hors trésorerie créditée au capital social provenant d'actions émises ou distribuées à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions incessibles et à l'exercice d'options sur actions	1 014	—	3 869	255
Valeur attribuée hors trésorerie créditée au surplus d'apport au titre de dividendes attribués à des unités d'actions incessibles	502	394	502	394

12. PASSIFS ÉVENTUELS

Réclamations et litiges

La Société est partie à des réclamations et litiges qui surviennent dans le cours normal de ses activités. Elle ne prévoit pas que le règlement de ces questions aura un effet défavorable important sur sa situation financière ou ses résultats opérationnels.

13. VENTILATION DES PRODUITS

Les ventes nettes par principal groupe de produits sont comme suit :

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
Vêtements de sport	665 606 \$	625 236 \$	1 159 173 \$	1 139 704 \$
Articles chaussants et sous-vêtements	136 029	138 957	266 397	271 757
	801 635 \$	764 193 \$	1 425 570 \$	1 411 461 \$

Les ventes nettes ont été réalisées auprès de clients situés dans les régions suivantes :

	Périodes de trois mois closes les		Périodes de six mois closes les	
	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018	30 juin 2019	1 ^{er} juillet 2018
États-Unis	683 876 \$	644 663 \$	1 214 722 \$	1 200 445 \$
Canada	27 300	30 089	53 078	55 529
International	90 459	89 441	157 770	155 487
	801 635 \$	764 193 \$	1 425 570 \$	1 411 461 \$